

MADAGASCAR

Revue de Presse détaillée décembre 2010

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
03/12 : la question de l'amnistie et des mesures d'apaisement s'enlise au Parlement.....	04
07/12 : Les résultats du référendum validés par la HCC.....	08
10/12 : alerte sécuritaire à la veille de l'inauguration de la IVème République.....	12
13/12 : Leonardo Simao, émissaire de la Sadc, de nouveau à Madagascar.....	14
17/12 : les médiateurs de la Sadc travaillent sur un protocole d'accord.....	20
20/12 : la diplomatie internationale au pied du mur : les législatives maintenues au 16 mars 2011.....	22
28/12 : le Tim et la mouvance Ravalomanana rencontrent officiellement l'Escopol.....	27
Droits humains, gouvernance	30
Liberté de la presse, prisonniers politiques, Justice, condition carcérale, tourisme sexuel, traite, droits des migrants, OMD, DUDH, IDH, Bianco	
Actualité économique et sociale	34
- Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales	34
- Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement.....	35
- Divers	38

LA CRISE POLITIQUE

1^{er} décembre : la fille de Raymond Ranjeva condamnée avec sursis. Nouveau refus de meeting pour les 3 mouvances. La mouvance Ravalomanana s'ouvre aux négociations. La Sadc achève ses consultations. La CNOSC poursuit son projet de relance des négociations.

La fille du professeur Raymond Ranjeva, Riana Ratsisalovanina, condamnée à 1 mois d'emprisonnement avec sursis pour outrage aux forces de l'ordre. Elle a infirmé la charge qui pèse sur elle : « *Il n'a jamais été question d'outrage, ni d'humiliation envers les forces de l'ordre. J'admets avoir élevé un peu la voix, mais je n'ai jamais humilié ni outragé les agents des forces de l'ordre* », a-t-elle déclaré. « *Je leur ai demandé de baisser leurs armes car il n'y avait que mes enfants et moi* ». Et les agents armés se comptaient par dizaines ce jour là, en uniforme et surtout en tenue civile, selon les dires de la défense. L'un des avocats, Me Eric Andrianahaga, a tenu à préciser que le procès-verbal ne comportait aucune preuve d'outrage, les agents qui ont effectué l'opération ont admis plus tard que « *tout s'est passé normalement* ». L'absence à l'audience des militaires plaignants a contribué à alléger un peu la tension perceptible tout au long du procès. La condamnation infligée est considérée par certains observateurs comme le signe d'une volonté du pouvoir de laisser la porte entr'ouverte à des mesures d'apaisement (cessation des arrestations jugées arbitraires, amnistie et création d'un gouvernement d'unité nationale) souhaitées par le CST, en application des accords politiques d'Ivato. Les journalistes attendent également de savoir quelles seront les dispositions adoptées concernant les « *délits de presse* », comme le rappelle *Tribune*.

Demande d'autorisation de tenir meeting : les 3 mouvances insistent. Après avoir appris le refus opposé à leur demande d'autorisation en vue des 3 jours de réunion publique, du 1^{er} au 3 décembre, au stade Malacamp, elles vont tenter de faire changer d'avis les autorités. « *Pour nous, la période électorale est déjà finie. Les résultats ont été proclamés. Nous revenons à la charge* », a expliqué Lalatiana Ravolomanana. L'ex-exilée a assuré que les 3 mouvances ne se livreront pas au forcing. Joint au téléphone par *L'Express*, Francis Odilon Rasoanaivo, préfet de police d'Antananarivo, a rappelé que tant que les résultats officiels du référendum ne seront pas proclamés par la HCC, le pays est encore en période électorale. Donc toute manifestation politique est interdite.

Référendum : victoire du « Oui » confirmée par la CENI. Il l'emporte avec 74,19 % des suffrages exprimés. Le taux de participation s'établit à 52,61 %. Le président de la CENI, Hery Rakotomanana, a fait mention des lacunes constatées pendant et après le scrutin. A ce titre, « *3 612 voix ont été annulées par suite d'annulation totale des résultats dans certains bureaux de vote pour violation des*

dispositions réglementaires», correspondant à 37 bureaux de vote. Avec 25,81 %, le « Non » n'a pas fait un score ridicule, comme le confirme Andrianjaka Rajaonah, président du parti nationaliste Otrikafo : « *avec les moyens dont nous disposons, nous considérons ce résultat comme une victoire* ». Le Premier ministre, Camille Vital, n'a pas tari d'éloges sur la CENI. Ces chiffres seront mis en avant auprès de la communauté internationale, afin de solliciter sa reconnaissance. Il revient désormais à la HCC de publier les résultats officiels. En tout cas, au pays, ces scores n'ont pas provoqué une explosion de joie. C'est la huitième fois qu'un référendum constitutionnel est sanctionné par un triomphe du « Oui », et le public, blasé, ne manifeste aucune réaction, note *La Gazette*, qui observe que la proclamation des résultats s'est faite en présence de deux conseillers de l'ambassade de France et de représentants de plusieurs ambassades (Afrique du Sud, Egypte, Russie et Sénégal). Andrianjaka Rajaonah, chef de file du parti Otrikafo, présent à la proclamation des résultats, a annoncé la tenue dans la capitale d'une rencontre nationale de ceux qui ont soutenu le « Non » au référendum : « *cette rencontre, ayant pour objectif la poursuite de la lutte, notamment contre la pauvreté dans le pays* ».

La mouvance Ravalomanana s'ouvre aux négociations. Elle évoque quelques pistes pour relancer les négociations de sortie de crise. « *Nous prôtons des discussions sans préalable* », a fait savoir Mamy Rakotoarivelo, assumant le rôle de chef de délégation, en l'absence de Fetison Andrianirina, placé sous mandat de dépôt. Le nouveau secrétaire général du Tim, fidèle à l'ancien président, rapporte la proposition émise par son entité lors de sa rencontre avec Leonardo Simao, émissaire de la Sadc. Mamy Rakotoarivelo affirme : « *Nous souhaitons la poursuite des discussions entre les chefs de file, si possible à Antananarivo, avec la reprise de l'approche par mouvance. L'objectif est d'arriver à une gestion consensuelle et inclusive de la transition et non au seul partage des sièges. [...] Mais rien n'est figé. Tout peut être discuté. Nous sommes prêts pour un autre rendez-vous même hors de Madagascar* ».

Le Dr Leonardo Simão achève ses consultations. Après avoir écouté les membres de la mouvance Zafy, la CNOSC et le professeur Ranjeva, l'émissaire de la Sadc a reçu la mouvance Ratsiraka. La délégation de la mouvance Ravalomanana était quant à elle menée par Mamy Rakotoarivelo, qui a déclaré que sa mouvance souhaitait la reprise du dialogue entre chefs de file, précisant que sa mouvance ne mettait aucune condition préalable. La délégation a ensuite été reçue par le ministre des Affaires étrangères, Hyppolite Rarison Ramaroson. Une rencontre avec le président de la HAT était prévue avant son départ, au terme d'une mission de 6 jours. Le Dr Leonardo Simao a déclaré qu'après les différents entretiens qu'il a eus depuis son arrivée, il a perçu une volonté de chacun de trouver une solution pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Mauvais traitements infligés au colonel Coutiti Assolant : un groupe d'officiers met en garde le pouvoir. « *Si jamais la torture continue sur le Colonel Coutiti, nous devons réagir à notre manière* » ont-ils indiqué. Ils entendent également appuyer les femmes des officiers incarcérées. Ces dernières prévoient d'interpeller la Garde des Sceaux, Christine Razanamahaso, pour le non-respect des droits de l'Homme perpétré par ses services. Les familles des prévenus n'ont toujours pas pu visiter leurs proches et doivent se contenter des informations fournis par les services pénitenciers, selon *Tananews*.

CNOSC : manœuvres en coulisse. L'organisation de la société civile prépare le retour des parties prenantes de la crise autour d'une table ronde, et ce, malgré les critiques infligées à leur rencontre et le retrait du Cnoe. En dépit de l'échec des pourparlers de Vontovorona, les contacts ont été maintenus avec les différentes tendances politiques mais l'attitude inflexible de la HAT n'a pas permis d'avancées notables. La CNOSC note toutefois une certaine ouverture chez certains membres de la Transition. Fait nouveau, la démarche pourrait recevoir l'appui des responsables d'Eglises.

“The never ending story”, titre Sobika. « *La crise malgache, c'est une histoire sans fin car personne ne peut prédire combien de temps elle va durer. D'autant que cet état transitoire ne fait pas que des malheureux. Ce ne sont pas les plus de 300 nommés au Congrès de la Transition et au CST qui s'en plaindront par exemple. Leurs émoluments et avantages en nature sont à l'opposé de l'adage " tout travail mérite salaire ". Ce serait plutôt " juste une seza vaut gros salaire " ! Pour eux par exemple, plus ce sera long plus ce sera bon, et ils ne sont pas seuls dans ce cas. Pour essayer de décanter les choses, l'émissaire de la Sadc propose une réunion des 4 chefs de file. Eh bien : quelle originalité nom de dieu !!! On n'y avait pas pensé ! Simao n'a pas volé son titre de médiateur. Mais n'a-t-il pas retenu les leçons des précédentes rencontres ? Ces 4 là ne sont pas prêts de s'entendre, ils ne le*

veulent même pas sinon ce serait réglé depuis longtemps ! En fait si on veut vraiment mettre un terme rapide à cette histoire sans fin, [...] il faudrait s'inspirer des recommandations de l'International Crisis Group [...] : on arrête les négociations et on passe directement à des élections ouvertes avec l'appui de la communauté internationale. Les négociations, c'est perçu par la population comme une sortie de crise...économique pour quelques personnes, mais pas comme une sortie de crise pour l'intérêt de la nation, ce qui renforce le sentiment d'injustice. L'ICG a bien saisi cet aspect-là et c'est pour cela qu'il préconise des élections plutôt que des négociations. Mais par contre, l'ICG n'a pas encore saisi la mentalité malgache. Elle est basée sur "l'égo" et l'orgueil. Pour le pouvoir, il n'y a pas de crise, tout est « under control ». La crise n'existe plus puisque l'État fonctionne. Pour les opposants, accepter des élections, ce serait reconnaître le pouvoir de la HAT ce qui, pour elle, est hors de question ! Résultat, on nage en plein dialogue de sourds, " je t'aime moi non plus " ce qui rend concrètement inapplicable les recommandations de l'ICG. Conclusion, on continue dans la Transition ! Pour l'opposition, ça lui permet de garder la tête haute d'opposant, de flatter son égo d'irréductible tout en existant politiquement. Pour le pouvoir, cela lui permet de rester en haut de l'affiche... économique et politique. C'est presque du win-win pour les deux, en fin de compte. Et les malgaches dans tout cela ? Ils vont là où le vent les porte, c'est une manière d'encaisser les crises sans se prendre la tête ! »

2 décembre : l'enquête se poursuit pour 3 mutins de la BANI. Controverses sur les mauvais traitements subis par le général Raelina et l'état de santé du colonel Coutiti. Nouveau refus de liberté provisoire pour les 3 leaders de l'opposition. Détention provisoire prolongée pour Ralitera Andrianandraina. Leonardo Simao rassuré sur la volonté de reprise du dialogue.

Le général Raelina, les colonels Djadifara et Andriamihotra sont revenus au Palais de Justice pour une enquête au fond. Mais selon la Cour, ils devront y retourner une troisième fois avant la fin du mois. Ils sont accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, d'incitation à la guerre civile et d'association de bandes armées. L'attention des personnes présentes s'est évidemment portée sur l'état des accusés, déclarés blessés. Les officiels et responsables se renvoient la balle. Un officier supérieur, sous le sceau de l'anonymat, a confié que « certains militaires mutins ont provoqué verbalement des éléments des forces de l'ordre à grand renfort de menaces, jusqu'à mentionner leurs familles. D'autres se seraient souvenus des exactions que ces mutins leur avaient fait subir antérieurement et ont tenu à le leur rappeler ». « Les rumeurs sont bien fondées, le général Raelina est grièvement blessé. Et les auteurs de cette torture ont été déjà dénoncés devant le doyen des juges », a déclaré Me Santa Navalona Rajaonarison. Pour *Le Courrier*, cependant, « le général Raelina, qui a changé de look, a été aperçu en bonne santé malgré quelques égratignures sur son visage ». Après avoir comparus, ils sont repartis pour Tsiafahy. « La date du procès n'a pas été précisée mais nous espérons qu'il aura lieu avant la fin de l'année » indique la défense. Un grand absent au tribunal : le colonel Coutiti. Les raisons de cette absence demeurent inconnues tout comme les rumeurs concernant son état de santé. *Le Courrier* indique toutefois : « une source digne de foi a confié que cet officier est en cours de rétablissement car son état de santé est suivi de près par un médecin »

Outre l'affaire de la mutinerie de la BANI, le général Raelina a un autre dossier pendant devant la Cour, en l'occurrence l'affaire de la tuerie du 7 février 2009.

Second refus de liberté provisoire pour Fetison Rakoto Andrianirina, Stanislas Zafilahy et Edouard Tsarahame, leaders de l'opposition, interpellés à la suite des échauffourées du 10 novembre aux alentours du Stade Malacamp. Ils ont ainsi été reconduits à la prison d'Ambatolampy à l'issue d'une demi-heure d'audition. Me Hanitra Razafimanantsoa avait évoqué des raisons humanitaires et de santé pour justifier la demande de liberté provisoire pour ses clients.

Affaire du 7 février 2009 : détention provisoire prolongée pour Ralitera Andrianandraina. Le quotidien *Les Nouvelles* indique que la détention Ralitera Andrianandraina a été prorogée de 30 mois par décision de la chambre d'accusation. Ce prévenu est détenu depuis 48 mois, d'abord à Tsiafahy puis à Antanimora.

Leonardo Simao, émissaire de la Sadc, affirme avoir pu s'assurer de la volonté de retourner au dialogue. Une étape de franchie mais un chemin qui est encore long. C'est, en résumé, l'enseignement tiré de sa mission. « Nous avons discuté avec les parties prenantes. Il y a un accord général, comme quoi il faut avancer, chercher et trouver une solution pratique à Madagascar », a-t-il déclaré. Les contacts qu'il a eus ont été parachevés par une rencontre avec Andry Rajoelina. Leonardo Simao reste évasif sur le sujet sensible du référendum. Mais il indique avoir obtenu l'accord

de l'homme fort de la Transition pour poursuivre les discussions de sortie de crise. « *Je n'ai pas discuté des détails avec Andry Rajoelina mais la volonté de trouver ensemble, avec la communauté internationale, une solution finale a été manifestée* », atteste-t-il. « *Je vais faire un rapport à la médiation et à la Sadc, avant de voir les étapes suivantes* », explique l'émissaire. « *La solution pratique sera l'organisation d'élections libres et justes* », a avancé Leonardo Simao. Pourtant, les membres de l'opposition n'ont jamais accepté de participer aux scrutins organisés par la Transition. En d'autres termes, la réflexion de la médiation de la Sadc et de la communauté internationale avec les parties prenantes malgaches devrait être axée sur les moyens permettant de persuader l'opposition de participer au processus électoral, ce qui implique sa représentation au niveau de la CENI, principale institution organisatrice des élections. Mais la garantie d'une élection libre et transparente exige l'opérationnalité réelle de la CENI. A cet effet, le ministère de l'Intérieur devrait se désengager totalement de l'organisation des élections, écrit le quotidien *Les Nouvelles*.

Pour *L'Express*, « *Le régime de transition met de l'eau dans son vin, après des discours répulsifs contre la communauté internationale* ». La mouvance Ravalomanana confirme également sa volonté d'ouverture : « *le contexte politique a évolué, mais nous sommes prêts à s'y adapter* », promet Mamy Rakotoarivelo, le nouveau responsable de l'entité. « *Nous ne sommes pas intransigeants pour le maintien de la formule des quatre mouvances. Celles-ci peuvent être étendues jusqu'à cinq ou six. Pour nous, tout est négociable* », conclut-il.

Les pro-Ravalomanana alertent la communauté internationale. Dans un mémorandum sur le référendum constitutionnel du 17 novembre, la mouvance Ravalomanana alerte la communauté internationale. Elle demande au GIC et à la Sadc « *de ne pas se laisser bernier par les résultats du référendum et ainsi lui accorder une quelconque crédibilité et une reconnaissance* ».

Il y a deux ans : la fameuse interview... *La Gazette* écrit : « *On peut le dire : la crise a commencé il y a deux ans. Le 2 décembre 2008 en effet, Didier Ratsiraka a donné une interview en son domicile de Neuilly-sur-Seine, près de Paris. La séquence, enregistrée et filmée, a été acheminée par avion à Madagascar sous la forme de vidéos, et fut distribuée aux divers organes de presse, écrits ou audiovisuels. Le samedi 13 décembre à 20 heures 30, TV Viva, la station appartenant au maire Andry Rajoelina l'a diffusée intégralement. Environ 3 heures plus tard, des éléments des forces de l'ordre firent irruption au siège de TV Viva pour fermer la station. Ces militaires étaient munis d'un ordre signé du ministre de la communication de l'époque, Bruno Andriantavison, document qui invoque notamment le « trouble à l'ordre public » comme motif de la mesure* ».

3 décembre : la question de l'amnistie et des mesures d'apaisement s'enlise au Parlement. Vives réactions contre les déclarations américaines sur les droits de l'homme et la liberté de la presse : la prétendue « dérive totalitaire » du régime serait la conséquence de la guerre d'usure et du harcèlement de ses détracteurs.

Le Congrès donne l'impression de tergiverser dans la gestion du dossier de l'amnistie. « *Il adopte une procédure longue et sinieuse pour traiter le sujet, quitte à faire un pas en arrière* », déplore *L'Express*. La Chambre basse n'a pas voté la proposition de résolution relative aux mesures d'apaisement. Ses membres ont renvoyé le texte à la Commission « *réconciliation nationale et amnistie* ». La proposition de résolution soumise au Congrès n'était pourtant qu'un cadrage global des mesures envisagées. Elle devrait préparer l'adoption de plusieurs propositions de loi, comme celles sur les partis, le Code électoral ou l'amnistie sélective selon les résolutions de la « *Conférence nationale* ». Elle a été élaborée par une Commission mixte du Parlement. Pour la question spécifique de l'amnistie, un autre chantier semble engagé, en parallèle à la proposition de résolution relative aux mesures d'apaisement. Le gouvernement aurait transmis son projet de texte mais il serait limité aux infractions qui, généralement, bénéficient de mesures de clémence présidentielle. Les débats restent confus. Si certains sont prêts à une amnistie générale, d'autres ne semblent disposés qu'à une amnistie sélective. Les discussions se sont étendues aux périodes considérées : 2002 à 2008 pour une partie des membres du CST, à partir de 1975 pour une autre partie, à partir de 1947 pour d'autres encore, voire depuis la période précoloniale. Les discussions ont aussi porté sur les personnes ou les catégories de personnes cibles : les hommes politiques seulement ou les groupes de populations. La session parlementaire doit prendre fin le 9 décembre mais différentes interventions laissent penser qu'une session extraordinaire n'est pas exclue.

Outre les questions relatives aux mesures d'apaisement, les membres du CST sont très préoccupés par leurs indemnités et avantages, relève *Tribune*. La Loi des Finances 2011a prévu que chaque membre du Congrès ait un assistant mais les membres du CST en réclameraient quatre par membre.

Et ce avec une indemnité mensuelle de 300.000 Ar par personne. Tout cela en plus des avantages du parlementaire en matière de carburant, d'indemnité de logement et de crédit téléphonique...

Affaire de la mutinerie de la BANI : les accusés seront traduits devant la Cour criminelle ordinaire. « *Des civils sont concernés par l'affaire* », soutient la ministre de la Justice, pour balayer d'un revers de la main l'option d'un tribunal militaire. Le doyen des juges d'instruction prend désormais en charge la conduite de l'enquête. Les mutins ont été interrogés jusqu'ici à la circonscription régionale de la gendarmerie mais « *le délai de garde à vue y est limité* », soutien Christine Razanamahasoa. « *Le doyen peut étendre l'enquête* », indique-t-elle.

Droits de l'homme et liberté de la presse : tous contre les Etats-Unis. La déclaration de l'ambassade américaine a soulevé un tollé dans le microcosme politique. Les autorités comptent réagir mais se donnent du temps. Coïncidence ou pas, des membres du Congrès ont déjà émis une requête réclamant la réouverture des stations audio-visuelles suspendues. Elia Ravelomanantsoa, présidente de la Commission « *Communication* » du CST, a affirmé que « *la loi sur la dépénalisation de la presse est à l'étude actuellement. Il est vrai qu'elle n'est pas vraiment libre. Les textes sont trop ambigus, des refontes doivent être apportées, dont le Code de la Communication* ». Néanmoins, Alain Ramaroson, membre du CST et président de la Commission « *sécurité et défense* », a tenu à faire part de son mécontentement : « *Ces critiques sont mal placées et teintées de mauvaise foi. Où étaient-ils du temps de l'ancien président ?* ». Concernant les détenus politiques, il affirme : « *nous avons toujours respecté ces personnes, même si leurs actes sont à la limite du terrorisme* » et d'affirmer « *quel pays africain aurait accepté ces remarques ? Les Etats-Unis ne devraient pas se mêler des actions de l'État* ».

La Gazette s'interroge : « Selon certaines personnes, le régime au pouvoir connaît une dérive totalitaire. Cette affirmation est-elle fondée ? ». « *Ici et là, des voix s'élèvent pour dénoncer les prétendues arrestations à répétition de figures de l'opposition, les détentions arbitraires de contestataires et les perquisitions abusives chez des personnes présumées subversives. Après avoir fait un tabac médiatique, certains prévenus et accusés se plaignent d'avoir été passés à tabac. Pour éviter les conséquences pénibles de poursuites pénales, des leaders politiques se terrent en attendant que l'orage passe et des journalistes se taisent en se livrant l'autocensure. Tous ces faits ne plaident pas en faveur d'Andry Rajoelina. Pourtant, il est évident que certains individus poursuivis ne font que récolter ce qu'ils ont semé. Pendant de longs mois, Andry Rajoelina a tout fait pour être conciliant et tolérant et ses détracteurs ont eu tort de prendre cette attitude pour de la faiblesse. Pour éviter de tomber dans une répression aveugle, Andry Rajoelina a laissé faire, comptant sur un retour à la raison de ses adversaires et ceux-ci s'en sont donnés à cœur joie. Ils ont cru qu'ils pourraient venir à bout du jeune homme en lui menant la vie dure à travers une guerre d'usure sans pareille. Ils ont cru normal d'alterner ultimatum et menaces, et comme si cela ne suffisait pas, ils se sont lancés gaiement dans le terrorisme. En voulant impérativement soigner le mal par le mal, ils se sont trompés de remède. Ils ont voulu tenter avec Andry Rajoelina ce qu'ils n'avaient pas osé entreprendre avec Marc Ravalomanana. Il fallait bien que tout cela cesse* ».

Soupçon de déstabilisation contre les « Tsena mora ». Un communiqué de la Présidence a fait part de l'existence de manœuvres de déstabilisation tendant à discréditer le projet de centrale d'achat « *Tsena mora* ». Il indique l'ouverture d'enquêtes et des arrestations, consécutives aux perturbations survenues dans certains points de vente de la capitale.

Le Seces attend l'intégration de l'indemnité des enseignants-chercheurs dans la Loi de Finances 2011 avant de cesser la grève. En attendant l'issue de cette démarche, la tension reste vive entre le syndicat et le ministère de l'Enseignement supérieur. Le Seces parle de pressions et de menaces pour imposer la reprise des cours et l'organisation des examens.

Convergence de vues entre Leonardo Simao et Monja Roindifo. L'émissaire de la Sadc a constaté une convergence de points de vue avec l'ancien Premier ministre, à la sortie de leur entrevue à l'ambassade d'Afrique du Sud.

4 au 6 décembre : la HAT s'apprête à célébrer la légitimation du régime au niveau national. L'ex parti au pouvoir dans la tourmente. Les 3 mouvances dans l'attente d'une autorisation de manifester. Les Etats Unis récoltent la colère de la présidence de la Transition.

Proclamation imminente des résultats officiels du référendum : mise en garde de Monja Roindefo. L'ancien Premier ministre de la HAT a devancé la proclamation officielle des résultats en déclarant qu'en l'absence des bases juridiques, la HCC renforcera l'inconstitutionnalité et l'illégalité de ce scrutin si elle passe à l'acte. Il s'explique : « *Plusieurs textes ont été adoptés constituant un bloc de refondation juridique du processus. Ces textes sont à considérer comme loi constitutionnelle de la Transition. Mais HCC donne l'impression de vouloir faire fi de ces textes en annonçant la proclamation officielle des résultats du référendum. Si tel est le cas, je dois dire que l'Etat de droit n'existe plus dans ce pays, car c'est la HCC elle-même qui le bafoue en ne respectant pas ces textes qu'elle avait avalisés à l'époque...* ». Sur un autre plan, Monja Roindefo annonce préparer la reprise de ses meetings régionaux. Il insiste sur la nécessité de reprendre les négociations pour aboutir à un nouvel accord politique et consensuel entre toutes les tendances en présence.

Référendum constitutionnel : déroulement « globalement satisfaisant » pour l'Union Nationale Malagasy des Droits Humains (UNMDH). Les rapports consolidés des observations réalisées par ses représentants présents dans 800 bureaux de vote des 22 régions permettraient d'affirmer que le scrutin s'est déroulé de manière satisfaisante compte tenu du contexte de crise politique. Les observateurs certifient que les résultats sont valides et reflètent le choix du corps électoral. Les irrégularités constatées ne sont pas de nature à changer la validité des résultats. Un environnement global sécurisé a prévalu au cours du scrutin et aurait permis la pleine participation de la population et des partisans du « *Oui* » et du « *Non* ». Les observateurs ont noté la participation au processus électoral de partis politiques autrefois protagonistes. Les partisans du « *Oui* » et du « *Non* » auraient eu un accès équitable et gratuit aux médias d'Etat (TVM et RNM). Les listes électorales ont été mises à jour malgré les omissions. L'UNMDH recommande toutefois à la CENI de renforcer les compétences techniques des démembrements à tous les niveaux pour une meilleure appropriation du processus électoral, en particulier pour le traitement de la liste électorale. Elle exhorte la communauté internationale à tenir compte de ce choix du corps électoral malgache et à accompagner Madagascar dans les prochaines élections.

La mouvance Marc Ravalomanana a adressé une lettre à la HCC à la veille de la proclamation officielle des résultats du référendum. Elle en appelle à la sagesse et à l'honnêteté intellectuelle de chacun de ses membres « *pour que ceux-ci osent dire « Non » à la manipulation qu'on tente d'exercer dans le pays* ». La mouvance reproche à la CENI d'avoir avalisé cette élection, au prix de sa crédibilité. Elle demande à la HCC d'assumer son rôle, en tant que garante de l'Etat de droit.

La HAT marque un tournant de son existence en organisant des festivités pour la mise en place de la IVe République. « *Du pain et des jeux pour le peuple. Le régime de transition mettra le paquet à l'approche des fêtes de fin d'année* », annonce L'Express. Dans l'élan de la victoire du « *Oui* » au référendum, le régime propose une série d'événements festifs dont l'inauguration de l'hôtel de ville reconstruit, un endroit empreint d'histoire depuis mai 1972, date de renversement de la Ière République et une fête « *pour célébrer la naissance de la IVe République* » au stade de Mahamasina ou dans ses abords. Une offensive de charme pour marquer la légitimation du régime, au niveau national. Les mouvances des trois anciens présidents dénoncent une « *fuite en avant* » destinée à « *duper* » la population.

Raymond Ranjeva de nouveau auditionné par le doyen des juges d'instruction. Il a été autorisé à retourner à son domicile. Une nouvelle convocation est prévue mais la date n'a pas été communiquée. La mesure d'interdiction du territoire prise à son encontre a été levée pour une durée déterminée. Cette levée temporaire aurait été décidée par le ministre de l'Intérieur en raison du statut particulier dont jouit Raymond Ranjeva de part ses responsabilités internationales.

Mauvais timing pour l'ambassadeur d'Afrique du Sud, révèle LOI. Ses initiatives afin de relancer le dialogue entre les opposants malgaches ont bien failli lui coûter son poste. Le fait d'avoir convié à dîner chez lui, le 7 novembre, Raymond Ranjeva et l'ancien ministre de la défense, le général Noël Rakotonandrasana, a bien failli coûter cher à Mokgethi Sam Monaisa. Il a ainsi attiré sur lui l'attention, voire même la suspicion, de l'équipe qui a enquêté sur le putsch raté du 17 novembre, dont Noël Rakotonandrasana a été un des initiateurs et dont Raymond Ranjeva est soupçonné d'avoir été informé préalablement. Le colonel de gendarmerie Richard Ravalomanana a d'ailleurs interrogé le général Rakotonandrasana sur ce déjeuner, après qu'il a été arrêté. Ce dernier lui a répondu que l'ambassadeur sud-africain n'avait pas été tenu informé des préparatifs du putsch. Du coup, les autorités malgaches ont abandonné l'idée de l'expulser qui leur avait un moment traversé l'esprit.

Mokgethi Sam Monaisa semble avoir remis son idée de réunir à sa table les opposants Pierrot Rajaonarivelo et Tantely Andrianarivo.

Trois mouvances : relance d'une nouvelle demande d'autorisation. Les leaders avaient prévu de tenir des meetings au stade Malacamp les 1^{er} et 3 décembre mais ils ne sont pas parvenus à convaincre les autorités à revenir sur leur décision d'interdiction. Suite à une rencontre avec le préfet de police de la capitale, il a été décidé de reformuler une demande d'autorisation d'occupation du stade les 8, 9 et 10 décembre. Selon les explications de Lalatiana Ravololomanana, « *Le préfet de police, après sa réunion avec le ministère de l'Intérieur, a annoncé qu'il va étudier la possibilité permettant aux trois mouvances de s'exprimer. A cet effet, il nous a demandé de renouveler notre demande à d'autres dates en contrepartie de laquelle nous avons annulé le sit-in devant la préfecture [de police]* ».

Dissensions au sein du Tim, l'ex-parti au pouvoir. Les partisans de Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès, refusent d'être écartés du parti. Les pro-Ravalomanana intensifient leurs démarches pour les exclure. L'aile Raharinaivo Andrianantoandro, qui participe au pouvoir de Transition, réfute la décision de la mouvance Ravalomanana de suspendre ses dirigeants. Elle fustige les partisans restés loyaux à l'ancien chef de l'État. Les deux courants se livrent à une bataille sans merci qui ne peut que profiter à leurs adversaires et au pouvoir en place. Le nouveau secrétaire général du parti, Vyvato Rakotovoao, a justifié sa décision : « *Nous reconnaissons l'importance de la paix et de la sécurité et c'est ce qui nous a poussés à discuter et collaborer avec les dirigeants en place. Nous appelons les autres partisans à nous suivre* », a-t-il poursuivi, exprimant le souhait de voir mis en place dans les plus brefs délais, et avant les fêtes de fin d'année, un gouvernement d'union nationale, gage d'un apaisement. Il estime que l'ancien président n'est pas habilité à donner de directives au parti « *car son nom ne figure nulle part dans les statuts* », a fait savoir Vyvato Rakotovoao. Selon ce dernier, « *c'est Raharinaivo Andrianantoandro qui est inscrit dans les textes comme fondateur du parti en 2003* ».

Marc Ravalomanana : « Je rentre avant Noël ». L'ancien président a encouragé ses partisans « *à continuer la lutte, malgré le contexte actuel, malgré tout* ». Le dernier président élu a profité de ce contact téléphonique avec ses partisans rassemblés au Magro pour annoncer (une nouvelle fois) son retour, laissant entendre que sa sécurité serait assurée par les forces armées de la Sadc. Il exige la libération sans condition des détenus politiques dont fait partie son ancien porte-parole et chef de mouvance, Fetison Rakoto Andrianirina. L'ancien président et son équipe ont aussi évoqué la tentative de relance des négociations politiques, en critiquant « *la communauté internationale qui patauge dans ce maquis de négociations et autres conciliabules depuis deux ans alors que l'alinéa 4 de l'article 25 de la charte en vigueur de l'UA dans son chapitre VIII précise, toujours selon eux, que les auteurs de changement anticonstitutionnel de gouvernement ne doivent ni participer aux élections organisées pour la restitution de l'ordre démocratique, ni occuper des postes de responsabilité dans les institutions politiques de leur État* ». L'ancien président se serait « *entretenu avec des représentants des 27 pays de l'UE* ».

L'ancien Premier ministre Tantely Andrianarivo a rejoint la France. Au cours d'une conférence de presse, il a précisé que ce déplacement, de nature familiale, était prévu de longue date et n'avait aucun lien avec la situation politique. Il affirme qu'il reviendra à Madagascar d'ici peu, et qu'il précédera Didier Ratsiraka. Il estime qu'une amnistie générale devrait être appliquée pour les affaires de 2002 et 2008, tandis que pour les événements survenus en 2009, les dossiers devraient être étudiés au cas par cas. Raymond Ranjeva a quitté le pays sur le même vol que Tantely Andrianarivo pour rejoindre Genève où il doit participer à l'assemblée générale de l'OIT en tant qu'expert et membre de la chambre d'arbitrage.

Le groupe parlementaire Escopol du CST pour la dépénalisation du délit de presse. La proposition de loi en préparation prévoit ne prévoit plus que des peines d'amendes. Pour les rédacteurs, les manifestations de la liberté de presse n'ont d'autres limites que celles qu'imposent le respect des droits, des libertés et de la dignité d'autrui, ainsi que l'impératif de sauvegarde de l'ordre public, de la dignité nationale et de la sécurité de l'Etat. Deux autres textes ont été déposés, portant sur le statut de l'opposition. « *Nous espérons voter ces textes lors d'une session extraordinaire qui devrait se tenir au mois de janvier 2011.* », a précisé l'un des parlementaires à l'initiative de ces textes.

L'Eglise protestante relève la tête, écrit LOI. C'est un pasteur protestant boudé par le régime à cause de son soutien à Marc Ravalomanana, qui a pris la tête de la Ffkm pour les trois années à venir. Son président, le pasteur Lala Rasendrasina, considéré comme politiquement proche de l'ancien président, succède à Odon Razanakolona, l'archevêque catholique réputé proche d'Andry Rajoelina. Les chefs de la Ffkm entendent jouer de nouveau un rôle pacificateur dans la crise politique. Mais pour cela, ils devront mettre de côté leurs préférences politiques.

Point de vue des Etats Unis : Brett Bruen récolte la colère de la présidence de la Transition¹. La réaction des autorités face aux déclarations de l'ambassade américaine sur le non-respect des droits des journalistes et des prisonniers par le régime ne s'est pas fait attendre. La présidence condamne l'évocation de « faits *non avérés* », ainsi, les « *versions outrageusement exagérées* » avancées par la communication de l'ambassade américaine. Le pouvoir affirme avoir respecté le droit de tenir une manifestation publique, « *dans la mesure où elle est exercée d'une manière pacifique* ». L'exemple des meetings des partisans des « *trois mouvances* » au Magro a été avancé. Le responsable de la communication de la HAT a déclaré qu'il est « *totalelement inconcevable que le gouvernement d'un pays tiers se permette de donner, même indirectement, des injonctions aux magistrats d'une nation souveraine* ». Pour le régime transitoire, la liberté de la presse est une réalité : « *En témoigne la présence d'organes de presse dans le paysage malgache, même les plus extrémistes* ». Ce que l'ambassade qualifie d'« *intimidations* » ne seraient que des rappels à l'ordre adressés à certains organes, « *suite à des appels à la violence, voire au meurtre* ». Devançant la réaction officielle de la présidence, certaines personnalités politiques avaient déjà exprimé leur vif mécontentement. Le vice-amiral Hippolyte Ramarason, ministre des affaires étrangères, a critiqué en ces termes « *l'ingérence* » des Etats-Unis : « *en tant que ministre des Affaires étrangères, je vois mal un diplomate africain ou malgache en poste aux États-Unis critiquer l'insécurité qui règne, par exemple, dans la ville où le taux de criminalité est le plus élevé au monde, ou faire des reproches sur les conditions de détention des prisonniers à Guantanamo* ».

« **Menace d'intervention militaire de la Sadc : 1.550 hommes engagés dans l'Armée malagasy** », titre *Midi*. Un recrutement exceptionnel, le quota annuel étant, en temps normal de 600. Ces éléments nouvellement recrutés ont jusqu'au 3 janvier pour compléter leurs dossiers et rejoindre leur corps respectif, en priorité les troupes affectées à la sécurité de la présidence et de la primature, selon le quotidien. Lanto Rakotomavo, secrétaire nationale du Tgv dénonce le « *terrorisme verbal* » véhiculé par ces annonces.

7 décembre : les résultats du référendum validés par la HCC. L'ambassadeur de France souhaite accélérer le calendrier électoral. La mouvance Ravalomanana assouplit ses positions

La HCC a confirmé les résultats du référendum produits par la CENI. La Constitution de la IVème République est officiellement votée avec 74,19 % de « *Oui* » contre 25,81 % pour le « *Non* », avec un taux de participation de 52,61 %. Jean-Michel Rajaonarivony, son président, a profité de la cérémonie pour plaider l'exception malgache : « *Nous saluons les efforts de la communauté internationale d'aboutir à une solution* », mais celle-ci doit tenir compte « *des paramètres du pays, de la culture et de ses valeurs. [...] Il n'y a pas de mode unique de l'exercice de la démocratie* ». La HCC a déclaré non recevables, pour dossier incomplet, les plaintes déposées par le Comité de soutien du « *Non* », demandant l'annulation des résultats du référendum sur tout le territoire national (elles ont été déclarées irrecevables pour « *ne pas avoir produit au dossier la copie légalisée de leurs cartes d'électeurs ni aucune autre attestation délivrée par la Ceni ou ses démembrements* »). Andry Rajoelina est confirmé dans ses fonctions de président de la HAT, ceci jusqu'à l'intronisation du président de la future République. Il faudra attendre 10 jours après cette proclamation pour que le président de la HAT promulgue cette Constitution et la rendre effective.

Jean-Marc Châtaigner : « Le référendum est un fait politique à considérer ». Après le scrutin référendaire, la « *feuille de route* » de la France tourne autour des élections pour faire sortir le pays de l'impasse : le temps des négociations semble bien révolu aux yeux de la diplomatie française, selon les propos de l'ambassadeur de France qui précise : « *Ce qui est essentiel pour nous, c'est de pouvoir parvenir à une situation constitutionnelle stable* ». Le référendum est un fait politique qui doit être pris en compte dans la poursuite de la médiation à la crise malgache, admet-il. Dans cette optique, la diplomatie française opte pour le processus mis en place par la « *Conférence nationale* »

¹ Cf blog Justmad « *articles remarqués* » décembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/67/82/448497/59681572.pdf>

et les accords politiques d'Ivato qui préconisaient l'organisation d'élections comme meilleure option de sortie de crise. La stabilité, selon Jean-Marc Châtaigner, est garantie par la mise en place « *urgente* » des différentes institutions républicaines à l'issue des élections. « *Il faut un président élu et des membres du parlement élus* », poursuit-il. Toutefois, la France n'écarte pas l'idée de mettre en place prochainement un bureau de liaison du GIC dans la capitale car à son avis, le processus en cours doit être accompagné par la communauté internationale.

La mouvance Ravalomanana assouplie ses positions. Même si la mouvance demande l'organisation d'une « *grande rencontre représentative de toutes les forces politiques, sociales et économiques afin de définir la feuille de route pour un retour à l'ordre institutionnel* », il n'est cependant plus question dans ses dernières propositions de refondre en totalité les institutions de Transition. La revendication porte sur la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, et la recomposition de la CENI, du CST, du CT, du CNR, de la HCT et du CMDN. La mouvance demande également l'appui technique et financier de la communauté internationale à un processus électoral aux normes internationales, et la mise en place à Madagascar d'un bureau de liaison de la Sadc renforcé par une équipe technique représentant le Secrétaire général des Nations Unies. La principale demande, et celle sans doute qui pourrait rencontrer le plus d'oppositions, reste cependant la reconsidération d'un retour permanent à Madagascar de Marc Ravalomanana, même si celui-ci ne devait pas participer personnellement à la gouvernance de la Transition. Les autres mesures d'apaisement mises en avant par la mouvance Ravalomanana portent notamment sur la libération des 3 leaders incarcérés, la réouverture des stations audiovisuelles fermées et la neutralité de l'armée et de la justice. La présence de forces internationales de pacification est également qualifiée de « *souhaitable* ».

Me Hanitra Razafimanantsoa tente une nouvelle chance. La défense de Fetison Rakoto Andrianirina, Zafilahy Stanislas Rakotomandimby et Edouard Tsarahame va demander une liberté provisoire pour les dirigeants des trois mouvances détenus à la prison d'Ambatolampy. Maître Hanitra Razafimanantsoa soulève des raisons de santé pour appuyer la demande.

Libérations dans l'affaire FIGN : 5 des 22 officiers impliqués dans mutinerie du 20 mai à Fort Duchesne ont été libérés et affectés à Antsiranana.

International Crisis Group (ICS) a livré son rapport concernant la crise malgache, daté du 18 novembre dernier et baptisé « *Madagascar : La crise un tournant critique ?* »²

8 décembre : Andry Rajoelina n'exclut plus de se présenter à la présidentielle. Les 3 mouvances obtiennent l'autorisation de tenir une réunion publique. Pas de liberté provisoire pour les leaders des 3 mouvances. Projet de bureau international de liaison pour accompagner la sortie de crise.

Andry Rajoelina sur France Télévision : possible candidature aux présidentielles. « *Si je veux me présenter je me présenterai, si je ne veux pas me présenter, je ne vais pas me présenter. Ma décision n'est pas encore prise* ». Sur France Télévision, le président de la HAT entretient l'ambiguïté et le doute sur sa candidature aux élections présidentielles de 2011. Il n'en demeure pas moins que sa déclaration remet fortement en cause sa décision annoncée il y a quelques mois de ne pas se porter candidat. Elle s'oppose au souhait de la diplomatie française d'obtenir du président de la transition de renoncer à se présenter. Le contexte ayant subi une importante évolution, les accords politiques étant devenus caducs, il estime qu'il pourrait désormais devenir le premier chef d'Etat de la IV^{ème} République. Les autorités transitoires mènent actuellement une grande offensive de communication auprès de la communauté internationale. Dans ce cadre, le Président de la HAT lui-même s'investit personnellement. Ainsi, après une interview accordée à la *Revue Politique Internationale*, il est intervenu sur le plateau de la TV publique française.

Les 3 mouvances obtiennent l'autorisation de tenir une réunion publique au stade d'Alarobia le 8 décembre. L'Organe mixte de conception (OMC) de la région Analamanga a attendu que les

² Cf blog Justmad « *articles remarquables* » novembre 2010, pour la synthèse.

<http://storage.canalblog.com/30/81/448497/59140518.pdf>

Lien pour le rapport complet : <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/southern-africa/madagascar/166%20Madagascar%20a%20un%20tournant%20critique.ashx>

résultats du référendum constitutionnel soient proclamés officiellement pour permettre à l'opposition de manifester. Mais l'OMC n'a répondu que partiellement à la demande des trois mouvances qui avaient demandé de rencontrer leurs partisans à 3 reprises. Le président de l'Organe, le préfet de police, Francis Odilon Rasoanaivo, a souligné « *que pour diverses raisons, surtout les préparatifs de l'inauguration de l'Hôtel de ville restauré à Analakely ainsi que la tenue d'activités sportives au stade de Malacam* », aucune manifestation ne devrait se tenir les 9 et 10 décembre. Le préfet de police précise que les organisateurs sont responsables de la sécurité de ce rassemblement et sont invités à s'approcher des forces de l'ordre si elles souhaitent une assistance en ce domaine. Pour *Tribune*, cette petite avancée semble constituer un signal politique. Le meeting devrait être l'occasion pour l'opposition de préciser ses positions, au moment où des « *mesures d'apaisement* » sont en cours de discussion dans les deux chambres du Parlement de la Transition, et où la mise en place prochaine d'un bureau de liaison de la Sadc ou du GIC apparaît de plus en plus probable. Mais pour le quotidien, « *la route vers la consensualité et l'inclusivité apparaît pour l'heure encore bien longue* ». Lalatiana Ravalomanana relève pour sa part que la IV^{ème} République ne peut naître tant que le pouvoir actuel « *persiste dans sa logique dictatoriale* ». Elle affirme que des événements sportifs initialement prévus au stade de Mahamasina ont été déplacés vers celui de Malacam pour empêcher les trois mouvances d'y accéder.

Fetison Andrianirina et consorts : une troisième demande de liberté provisoire a été déposée. « *Nous ne céderons pas sur cette question* », a annoncé Lalatiana Ravalomanana, de la mouvance Zafy, une position ferme confirmée par Me Hanitra Razafimanantsoa. La première demande de liberté provisoire pour les leaders des trois mouvances a été déposée au cours du premier procès, le 25 novembre alors que les inculpés étaient « *introuvables* ». La seconde a été refusée lors de l'audience de fin novembre.

Monja Roindefo : « Un référendum truffé de fraudes ». Allié des premières heures de la HAT, il durcit le ton et refuse de reconnaître la portée du référendum dans le processus de sortie de crise. Fraudes et infractions électorales, partialité des juges électoraux, unilatéralisme, des dérives dénoncées par l'ancien Premier ministre devant la presse et qui ne font qu'accroître son amertume pour le régime. « *Je ne prends pas acte de ce scrutin* », a-t-il soutenu. Pour lui, le référendum n'est « *qu'un problème de plus* ».

Sadc : la création d'un bureau international de liaison à Antananarivo est de nouveau évoquée. Une idée qui fait son chemin. Le projet devrait permettre à la communauté internationale, au régime de transition, mais également aux autres entités concernées par la crise, de trouver un point d'accord pour accompagner le processus de sortie de crise. « *Nous sommes ravis de la décision du gouvernement d'ouvrir un bureau de liaison* », a déclaré Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France. Jusqu'ici, ce bureau devait être placé sous la seule responsabilité de la Sadc. Il serait désormais ouvert à d'autres organismes internationaux. Hippolyte Ramaroson, ministre des Affaires étrangères, n'a pas confirmé l'existence d'une décision définitive à ce sujet. Il a simplement répété que « *tout est possible si toutes les parties prenantes se basent sur les résultats du dernier référendum* ». Le chef de la diplomatie n'écarte pas « *la mise en place d'un bureau international de liaison et d'accompagnement, intégrant les Nations unies, la COI, l'OIF, l'Union africaine... dans la poursuite du processus de sortie de crise* ». La mouvance Ravalomanana suggère également la mise sur pied d'une telle antenne. Mais tout n'est pas encore acquis. Lalatiana Ravalomanana de la mouvance Zafy l'a encore rappelé : « *Nous sommes encore dans la crise malgré la proclamation des résultats du référendum. Il n'y a pas encore d'apaisement politique. La transition consensuelle et inclusive n'est pas encore en place* ».

9 décembre : report de l'examen du projet d'amnistie. Les « Raiamandreny Mijoro » exigent le respect des résolutions de la « Conférence nationale » et en appellent à la communauté internationale. Le meeting des 3 mouvances s'est déroulé dans le calme.

Congrès de la Transition : l'examen de l'amnistie, objet de vives tensions, est repoussé. Le Congrès se donne du temps pour examiner la question relative à l'amnistie. « *Nous demandons le report de l'examen de la question relative à la mise en place du Conseil National de Réconciliation (CNR) et de l'inscrire à la prochaine session extraordinaire* », a réclamé le président de la commission « *réconciliation nationale et amnistie* ». Il promet la poursuite des travaux jusqu'à la session extraordinaire, prévue en janvier ou février. Les débats en commission ont été très tendus, les participants ont même failli en venir aux mains. La question est d'une extrême sensibilité.

Le Congrès pour la réorganisation de la CENI. En dépit de cette impasse sur la question de l'amnistie, il a adopté une résolution relative aux mesures d'apaisement. Dans le texte adopté, il invite notamment le gouvernement à « *élargir la composition des membres de la CENI et de renforcer sa capacité technique* ».

Les « *Raiamandreny Mijoro* » exigent le respect des résolutions de la « *Conférence nationale* ». « *C'est l'unique moyen de pérenniser cette nouvelle République* », affirme le pasteur Paul Ramino, qui met l'accent sur deux points des résolutions de la Conférence et que les membres des 3 mouvances revendiquent aussi en dépit du fait qu'ils n'ont pas participé à ce rassemblement. La mise en place d'un gouvernement d'union nationale est l'un des points essentiels. La « *Conférence nationale* » avait en effet défini qu'il appartenait au président de la Transition de nommer un Premier ministre issu d'un consensus, qui n'appartiendrait pas à la mouvance Rajoelina et qui ne serait pas originaire d'Antananarivo. Quant aux membres du gouvernement, formés de techniciens, ils devaient être nommés par le président de la Transition sur consultation du Premier ministre. Un autre point que les trois mouvances partagent avec les participants de la « *Conférence nationale* » est la mise en œuvre de la réconciliation nationale. Celle-ci devrait se concrétiser par la mise en place d'un Comité National de Réconciliation qui devrait être présidé selon les 3 mouvances par le professeur Albert Zafy et, pour la « *Conférence nationale* », par des personnalités disposant d'une solide compétence.

En dépit de ce rappel des engagements pris, le général Camille Vital est, et resterait encore Premier ministre pour un certain temps. Un remaniement ministériel est en préparation mais le poste de Premier ministre ne serait pas remis en jeu, contrairement à ce que stipulait les accords d'Ivato et les résolutions de la « *Conférence nationale* ».

Les initiateurs de la « *Conférence nationale* » en appellent à la communauté internationale. Les dignitaires « *Raiamandreny Mijoro* » ainsi que les membres de l'Union des groupements de citoyens (Finona), organisateurs de la « *Conférence nationale* », s'expriment après la promulgation officielle des résultats du référendum. Ils lancent un appel à l'endroit de la communauté internationale afin qu'elle prenne en considération les efforts déployés durant deux ans pour trouver une sortie de crise. Ils rappellent que la voie du dialogue malgache-malgache est un choix fondamental qui doit être pris en considération et reconnu. Roland Ratsiraka estime qu'il faudrait libérer les prisonniers politiques, et que la communauté internationale attend un geste fort de la part de la HAT pour lui accorder sa reconnaissance.

Le meeting des 3 mouvances s'est déroulé dans le calme au stade d'Alarobia. Le pire n'a pas eu lieu comme certains l'avaient annoncé. C'est par cette image que les dirigeants de l'opposition voulaient véhiculer, après les échauffourées du 10 novembre à l'origine de l'emprisonnement de Fetison Rakoto Andrianirina, Zafilahy Stanislas Rakotomandimby et du pasteur Edouard Tsarahame. Un service d'ordre efficace a été mis en place par les organisateurs pour prévenir toute infiltration de perturbateurs. Fetison Rakoto Andrianirina a pu envoyer un message aux manifestants depuis son lieu d'incarcération. Marc Ravalomanana est intervenu au téléphone depuis l'Afrique du Sud. Les orateurs ont insisté sur la nécessité de « *libérer dans l'immédiat les détenus politiques dont Fetison Andrianirina et consorts. L'emprisonnement n'est pas la meilleure solution à la crise politique* ». Par ailleurs, les intervenants ont évoqué le rapatriement des exilés politiques sous la protection de la communauté internationale afin qu'ils puissent participer à la reprise des négociations organisées par la CNOSC. L'affluence n'était pas tout à fait au rendez-vous mais les organisateurs ont invité les participants à se mobiliser pour de prochains rassemblements. Lalatiana Ravolomanana a lancé un appel à l'ancien Premier ministre de la Transition : « *Je lance un appel à Monja Roindefo, pour qu'il vienne nous rejoindre pour le salut de la patrie. Il est temps pour tous les démocrates de se rallier, pour mettre fin aux persécutions et arrestations arbitraires, et pour clamer la libération des détenus politiques arrêtés pour délit d'opinion* ».

Commentaire de *L'Express* : « *Les 3 mouvances ont montré, mercredi, qu'il était possible d'organiser une manifestation pacifique, sans débordement. Comme si elles voulaient prouver que, comme leurs leaders l'ont toujours soutenu, « ce sont les interdictions qui poussent certains à l'extrémisme* »

Analysant le contenu de l'intervention téléphonique de l'ancien président, *Tribune* écrit : « *on doit reconnaître que Marc Ravalomanana, tout en fermant les yeux sur l'avènement de la IV^{ème} République, donne l'impression qu'il serait prêt au dialogue. [...] pour discuter du calendrier et de l'organisation des autres consultations ; en d'autres termes, il admet que seules les élections peuvent dorénavant sortir le pays de la crise. Un accord de principe en somme car les leaders locaux des trois mouvances sont encore très virulents tant par rapport aux gouvernants de la HAT que par rapport la France, en particulier contre l'ambassadeur Jean-Marc Châtaigner, accusé d'avoir fait capoter les*

accords de Maputo et d'Addis-Abeba, voire d'avoir fait en sorte que le dialogue en Afrique du Sud soit un échec ».

Irrégularités dans les préparatifs du référendum : des sanctions seront prises à l'encontre des responsables défaillants, annonce le ministre de l'Intérieur. Des investigations sont en cours et des demandes d'explications ont déjà été adressées aux agents de l'Etat concernés. Le ministre évoque des « *actes de sabotage* » délibérés.

Air Madagascar hérite de l'ancien avion « Air Force One » de Marc Ravalomanana. La présidence de la Transition a annoncé qu'elle allait « *mettre à la disposition de la Compagnie aérienne malagasy, et ce à titre entièrement gracieux* » le Boeing présidentiel 737-300. C'est donc finalement Air Madagascar qui va hériter d'un avion dont l'Etat ne parvenait pas à se débarrasser. Trois entreprises, une réunionnaise, une belge, une canadienne et une suisse, ont successivement échoué à le vendre. Marc Ravalomanana avait déjà mis cet appareil à la disposition d'Air Madagascar après l'achat d'« *Air Force II* » mais la compagnie n'avait pas pu le mettre en exploitation. *Le Courrier* s'étonne donc de la publicité faite à cette seconde remise. L'achat de ce second avion, fin 2008, quelques semaines avant le déclenchement de la crise, avait non seulement coûté la présidence de la Grande Ile à Marc Ravalomanana mais lui a également fait écoper de quatre années de prison pour « *conflits d'intérêts* ». Il avait en outre été condamné à payer une amende de 70 millions de dollars, soit à peu près le prix du Boeing. Les 45 millions d'euros qu'il a coûtés au contribuable malgache représentaient plus de 80% du budget de la Présidence. La somme déboursée correspondait à plus de 70% du budget du département chargé de la sécurité intérieure et était équivalente au budget de l'éducation post-fondamentale et de la recherche. Pour rendre « *Force One* » de nouveau opérationnel, Air Madagascar va devoir réaménager l'appareil, qui ne compte que 25 sièges. Le reste de l'espace accueille un bureau et un salon privé. L'Etat malgache peut « *utiliser ponctuellement l'appareil après un préavis d'une semaine et moyennant la prise en charge des frais y afférents* ». Selon un communiqué de la présidence, cet accord résulte du souci du président de la HAT de « *transformer la vision en action* ». D'où la mise à la disposition, « *à titre gratuit* » de « *cet aéronef appartenant à l'État malgache* ».

Les présidents respectifs du CST et du CT, Dolin Rasolosa et Raharinaivo Andrianatoandro ont vu leur demande de visa Schengen refusée alors qu'ils devaient assister à une réunion du Parlement européen à Bruxelles. Cette information, confirmée par une source diplomatique a été cependant démentie par le président du CST. Le Général Dolin Rasolosa a expliqué que l'invitation lui était parvenue trop tard pour qu'il puisse se préparer.

10 décembre : nouvelle alerte sécuritaire à la veille des cérémonies d'inauguration de la IVème République. Le remaniement gouvernemental une nouvelle fois reporté, ainsi que les mesures d'apaisement et l'amnistie.

Andry Rajoelina s'apprête à inaugurer avec faste la IVème République. Selon *Sobika*, une manière pour lui de marquer un peu plus de son empreinte la marche en avant entreprise depuis la « *Conférence nationale* ». Face à une opposition affaiblie et peu mobilisatrice, il ne semble plus y avoir d'autres chemins que la feuille de route malgacho-malgache tracée par les accords politiques de septembre et adoubs par la HAT. Si la population ne manifeste pas de désapprobation, cela ne veut pas dire qu'elle valide, cela veut dire qu'elle accepte cette « *règle du jeu* » qui lui est imposée. Le programme festif annoncé dans toutes les grandes villes du pays, aura certainement pour effet secondaire de marginaliser la contestation des 3 mouvances à la recherche d'un second souffle et qui se heurtent à la lassitude de la population. Une décrédibilisation du discours politique qui profite indirectement à Andry Rajoelina.

Alerte sécuritaire à la veille des festivités qui parqueront l'inauguration de la IVème République. Le chef de la circonscription de gendarmerie, le colonel Richard Ravalomanana, a déclaré qu'un groupe prévoyant de semer le chaos dans la capitale durant les cérémonies avait été identifié. Un attentat aurait ensuite visé l'Hôtel de Ville d'Antananarivo à l'occasion de son inauguration [*Il avait été incendié en mai 1972 à la chute de la Ière République et non reconstruit depuis*]. 7 personnes ont déjà été arrêtées et leurs déclarations seraient convergentes. Des vérifications sont en cours auprès de 13 hommes de main et de 6 hommes politiques qui figureraient parmi les contacts des personnes appréhendées. « *Si des incidents surviennent, nous nous livrerons immédiatement à la recherche de ces personnes. Il vaut mieux pour eux qu'ils prennent tout de suite*

l'avion, en vue d'un exil à l'étranger », a prévenu l'officier. L'un des 6 politiciens suspecté (dont le nom n'a pas été révélé) a fait l'objet auparavant d'un mandat d'amener, qui n'a pas été exécuté.

Bilan de la session parlementaire en demi-teinte, remaniement gouvernemental après les fêtes : ni l'amnistie, ni le statut de l'opposition, ni la mise en place d'une structure garante de la réconciliation nationale, rien de tout cela n'a été réglé. Aucune proposition n'a été complètement concrétisée de la part du Parlement de la Transition. Une session extraordinaire a été envisagée en janvier ou février pour pouvoir trancher sur ces sujets cruciaux que sont le statut de l'opposition, la loi sur les partis politiques, le nouveau code électoral et le comité de réconciliation, mais elle la décision appartient au gouvernement, accaparé pour l'heure par le projet de remaniement qui n'interviendrait qu'après les fêtes, contrairement à l'annonce faite par Andry Rajoelina. Des « *émisaires* » de ministres qui souhaitent une reconduction, ou des personnes qui convoitent des portefeuilles sillonnent les travées des palais de la république. Ils demandent le soutien des parlementaires en faisant la collecte de signatures auprès des membres du Congrès et du CST. « *Chacun a besoin de temps pour mener les tractations* », confie un membre du CST, justifiant ce nouveau report dans la constitution de l'équipe gouvernementale. La loi d'amnistie pourrait n'être adoptée qu'après la constitution du gouvernement d'union nationale et la mise en place du Comité National de Réconciliation, au grand dam de l'opposition qui en fait une priorité absolue.

Selon le Premier ministre Camille Vital, les inculpés de l'affaire BANI ne sont pas des détenus politiques. Il rappelle que les personnes impliquées dans ces événements sont toutes des officiers et des militaires, régies par les lois militaires. Selon lui, « *ces militaires ne sont pas des détenus politiques, parce qu'ils ont commis un crime en provoquant des troubles et ont voulu faire un putsch. Connaissant la loi, je ne les considère pas comme des détenus politiques. Mais il appartient aux tribunaux de déterminer s'ils ont commis ou non des délits politiques* ». Camille Vital écarte une éventuelle amnistie pour les putschistes et envisage l'instauration d'une cour militaire. Le nombre total de militaires incarcérés serait de 17, dont 3 généraux et 14 colonels.

CST : une mission auprès des sinistrés du « Kere » dans le Sud. Les conseillers s'organisent en vue d'une mission spéciale d'écoute, de soutien et de solidarité auprès des victimes et sinistrés de la disette qui s'aggrave dans cette région. Il s'agit de mettre en place une commission tripartite composée de parlementaires, du secteur privé et du gouvernement, pour une intervention solidaire auprès des 200.000 familles concernées, en dehors de toute considération partisane. « *Les valeurs comme la solidarité et l'engagement auprès des couches vulnérables de notre société constituent des points essentiels du changement de la perception souvent négative du public vis-à-vis des politiques...* », a confié Elia Ravelomanantsoa, initiatrice de la démarche.

Trafic de drogue : Joaquim Chissano dans le collimateur³. L'ancien président du Mozambique, médiateur de la Sadc dans la crise malgache, et son successeur Armado Guebuza, sont cités par le site *WikiLeaks* pour avoir des relations étroites avec les narcotrafiquants Mohamed Suleiman, dit MBS, et Ghulam Rassul Moti. Le diplomate américain en poste à Maputo ajoute, dans un télégramme du 28 septembre 2009, que MBS a grandement contribué à remplir les coffres du Frelimo, le parti au pouvoir depuis 1975, et a fourni un soutien financier significatif aux campagnes électorales des deux hommes politiques. « *Voilà une affaire qui mettra l'ancien président mozambicain, détenteur du Prix Ibrahim Mo 2007, récompensant une bonne gouvernance, dans de beaux draps* », écrit *L'Express*. Pour *La Gazette*, « *c'est la probité même du médiateur désigné officiellement par la communauté internationale pour la résolution de la crise malgache, qui est fortement écornée* ». Les 3 mouvances mettent en doute la véracité de l'information.

11 décembre : journée consacrée à de fastueuses cérémonies pour la promulgation de la IVème République. Monja Roindefo pour une Vème République. Le débat sur la candidature d'Andry Rajoelina à la présidentielle relancé par Roland Ratsiraka.

Roland Ratsiraka demande à Andry Rajoelina de dévoiler ses intentions concernant sa candidature à la présidentielle. Il déclare : « *Nous encourageons Andry Rajoelina à se présenter aux présidentielles. Il est vrai qu'il a fait le serment de ne pas se porter candidat, mais nous qui le fréquentons presque tous les jours, savons qu'il a d'autres ambitions depuis un certain temps. Le peuple a le droit de connaître la vérité, et la HAT a le devoir de dire la vérité pour ne pas induire les*

³ Cf blog Justmad « *articles remarquables* » décembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/05/20/448497/59817910.pdf>

malgaches en erreur en tournant autour du pot. Toutefois je lui conseille de ne pas reproduire les mêmes erreurs que Laurent Gbagbo sous peine de partager son sort. L'ancien dirigeant ivoirien a organisé lui-même les élections qui sont devenues contestables. J'estime qu'Andry Rajoelina devrait faire sa déclaration solennelle et quitter par la suite la présidence de la Transition». Le président du parti MTS prône l'ouverture de la compétition présidentielle à tous ceux qui ont un programme de développement, sauf l'ancien président de la République Marc Ravalomanana. Il propose la signature d'un « *pacte républicain des candidats aux élections* » basé sur le respect de l'Etat de droit, de la démocratie, des droits de l'homme ainsi que sur le respect des idées d'autrui et demande qu'aucun candidat n'utilise les prérogatives de l'État. Dans son plan de sortie de crise, le MTS prône la tenue des présidentielles avant les législatives. Monja Roindefo déclare ne pas être intéressé par l'invitation adressée par Lalatiana Ravalomanana de participer aux meetings des 3 mouvances.

Le parti TGV propose la reconduction de Camille Vital comme Premier ministre. Il dénonce le « *terrorisme verbal* » véhiculé par les rumeurs d'intervention militaire de la Sadc et brocarde la délégation de l'organisation régionale qui fait le va-et-vient à Madagascar : « *La Sadc a une ambition mal placée. Les membres de cette délégation sont des anciens dictateurs en Afrique. Mais Madagascar n'a pas ce genre de mode de pensée. D'ailleurs, nous avons déjà consacré une somme d'argent énorme à la recherche de solution à Maputo mais cela n'a pas résolu la crise* ». La secrétaire générale, Lanto Rakotomavo, lance un appel à toutes les formations politiques qui n'ont pas signé les accords d'Ivato à prendre les places restantes dans les différentes institutions de la Transition. Elle estime que si la communauté internationale refuse la reconnaissance internationale au pouvoir de Transition, la déclaration de non candidature aux présidentielles d'Andry Rajoelina devient caduque.

Promulgation de la IVème République : Monja Roindefo pour une Vème République. L'ancien Premier ministre qualifie de « *mort-née* » et de « *bâtarde* » la IVème République dont la Constitution serait entachée d'« *irrégularités flagrantes* ».

La demande de liberté provisoire pour Fetison Andrianirina et consorts a été refusée pour la 3^{ème} fois. Selon la défense, « *les trois détenus sont confinés dans une pièce exigüe, ne dépassant pas 12 m². Avec en plus une interdiction de sortie* ». Maître Hanitra Razafimanantsoa a déclaré qu'elle déposerait une quatrième demande de liberté provisoire, justifiée selon elle par l'état de santé des 3 leaders incarcérés à Ambatolampy.

12 & 13 décembre : Andry Rajoelina proclame la IVème République et inaugure le nouvel Hôtel de ville de la capitale. Leonardo Simao, émissaire de la Sadc, de nouveau à Madagascar. De nouvelles voix déclarent qu'il opportun de rompre avec l'Afrique et en particulier la Sadc.

Andry Rajoelina proclame avec faste la IVème République, en se plaçant dans la lignée du royaume de Madagascar. Lors de la cérémonie de promulgation, Andry Rajoelina a affirmé que l'instauration de cette IVème République ne signifie pas seulement la victoire du « *Oui* » au référendum constitutionnel, mais également la victoire de tout le peuple malgache. « *Les Malgaches ont exprimé leur opinion et leur choix d'entrer dans la quatrième République [...] C'est la victoire des Malgaches qui n'acceptent plus que des forces étrangères décident à leur place* », a déclaré le président de la HAT. « *La route pour arriver à cette IVème République a été longue mais nous souhaitons que la nouvelle devise décrite dans la nouvelle Constitution « Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana » (Amour-Patrie-Développement) règne concrètement dans le pays* », a-t-il continué. Andry Rajoelina, accompagné de son épouse Mialy, a signé l'acte de promulgation de la nouvelle Constitution devant un parterre de responsables politiques, militaires et religieux. En revanche, le corps diplomatique a boudé la cérémonie. Les États-Unis n'étaient pas représentés, et la France n'a mandaté que le deuxième conseiller de l'ambassade. Le Sénégal, l'Espagne et le Pakistan étaient quant à eux représentés. Pour *Tribune*, « *les observateurs n'ont pas manqué de s'étonner qu'alors que la nouvelle Constitution met fortement l'accent sur la laïcité de l'État, une séance de prières dirigée par un prêtre catholique et un pasteur protestant avait encore ouvert à Iavoloha la cérémonie de proclamation de la nouvelle Loi fondamentale* », renouant avec l'amalgames politico-religieux de son prédécesseur.

Le temps, pour Mialy Rajoelina, de changer de robe et de couleur, et le couple présidentiel s'est ensuite dirigé vers le Palais de la Reine (le Rova), un monument de l'histoire malgache parti en fumée (probablement pour des causes politiques on élucidées) en 1995, désormais en cours de réfection. Ne négligeant pas les symboles, le président, vêtu d'une tenue traditionnelle inspirée de celles que portaient les rois, et la première dame, habillée en princesse, ont rejoint à pied la place du 13-Mai

(renommée place de l'Amour, conformément à la nouvelle devise de la Constitution). Une mise en scène chargée de symbole, qui donne lieu à ce commentaire du chroniqueur Vanf de *L'Express* : « *Que faut-il dire, que chacun pense tout bas, de ce stratagème carnavalesque qui fait emprunter au Président de la HAT le chemin depuis Manjakamiadana pour aller inaugurer un Hôtel de ville à Analakely ? Que la chose royale, que le statut andriana [caste noble], malgré tout ce qu'on feint d'affecter, continue de susciter une indicible fascination. Que la tentation de l'usurpation monarchique n'est jamais aussi forte que dans l'affirmation vertueuse de sa républicanité* ». Une marche menée par des hommes déguisés en guerriers sur des airs de carnaval, en compagnie du gratin de la bonne société d'Antananarivo et de milliers de Malgaches. « *Voyez les rues. Tout est calme. Ce n'est pas la Côte d'Ivoire ici. Nous ne sommes pas en proie à une guerre civile comme on peut le lire sur certains sites Internet* », se réjouissait un ministre. La HAT compte évidemment sur la promulgation de la nouvelle Constitution - et les images de bain de foule pris par Andry Rajoelina - pour mettre un terme aux pressions étrangères afin d'inclure les mouvances des trois anciens présidents dans le processus de sortie de crise. « *Cela ne changera pas grand chose* », a cependant fait remarquer un diplomate européen, rapporte *Jeune Afrique*.

Les cérémonies comportaient également l'inauguration du nouvel Hôtel de ville de la capitale. *Madagate* écrit à son sujet : « *L'Hôtel de ville renaît de ses cendres, après 38 ans de vaines promesses de trois présidents successifs. L'Amiral Didier Ratsiraka disait souvent, à l'époque (années 1970-1980) : « Ny ankizy ankehitro mpanangana ny ho avy ».* [Les enfants d'aujourd'hui, piliers de l'avenir]. *Et c'est un bébé de 2 ans à l'époque de l'incendie qui a réussi, en deux ans s'il vous plaît, à faire renaître l'Hôtel de ville de la Capitale de Madagascar. Oui, le Dj, le trop jeune, le « tsy mahay na inona na inona » (dixit Lalatiana Ravolomanana)* ». Ce nouvel Hôtel de ville est la grande fierté du régime de Transition, qui est parvenu à financer la reconstruction de l'édifice incendié durant le « *mai malgache* », qui marqua la chute de la 1ère République, en 1972, pour un coût estimé de 3,6 millions d'euros. Les opérations sont ont démarré lorsqu'Andy Rajoelina était encore maire de la capitale et n'ont duré que 2 ans.

6 personnes en possession d'armes blanches et sous l'emprise de drogue ont été arrêtées par les éléments de l'Emmoreg et transférées pour enquête à la gendarmerie. Une femme qui faisait partie de la bande a pu s'échapper. Une grenade avait été abandonnée au sol au milieu de la foule. Un indicateur a pu donner l'alerte à temps. Une trentaine de pickpockets ont par ailleurs été arrêtés par les forces de l'ordre. Il s'agit de mineurs qui ont tenté de perturber le concert donné au stade de Mahamasina.

L'émissaire du médiateur Joaquim Chissano, Leonardo Simao, revient à la charge. De nouveau dans la capitale, il va préparer le terrain pour les discussions. Sa mission devrait donner corps aux résolutions du Sommet de la Sadc du 20 novembre, à Gaborone, appelant au « *renouveau du dialogue en faveur d'un processus de transition crédible, inclusif, consensuel et neutre* ». L'ancien diplomate mozambicain avait indiqué avoir obtenu un « *accord général* » des acteurs politiques pour un tel projet afin « *d'avancer, chercher et trouver une solution pratique à Madagascar* », lors de sa mission fin novembre. Il avait promis de « *discuter et de réfléchir sur les actions concrètes qu'il faut mener pour que tout le monde, la classe politique, la communauté internationale avancent ensemble vers la solution finale de la crise que sont les élections* ». Comme l'avait indiqué Leonardo Simao, la communauté internationale reste impliquée dans la recherche d'une voie de sortie de crise « *consensuelle* ». L'absence de la plupart des ambassadeurs et diplomates au palais présidentiel pour la proclamation de la IVème République, pourrait être interprétée comme une confirmation de sa position, différente de celle de la HAT, même si Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, avait indiqué que le référendum est un « *fait politique à considérer* ». La question qui se pose concerne le contenu et la forme que devraient prendre les discussions, le pouvoir ayant réussi une « *frappe psychologique* » d'envergure, avec les fastueuses cérémonies organisées pour la promulgation de la nouvelle Constitution. « *Les citoyens ont exprimé leur opinion face au monde entier pour leur entrée dans la IVe République. C'est une victoire des Malgaches, qui ne veulent plus que les puissances étrangères décident à leur place* », a réitéré Andry Rajoelina.

Le chef de région de Menabe emboîte le pas au président de la HAT en déclarant qu'il serait opportun de rompre avec l'Afrique et, en particulier, la Sadc. « *Je crois que l'Afrique ne peut pas pousser le développement de notre pays vers le haut. Je préconise de mettre fin à nos relations avec le continent qui est essentiellement composé de pays pauvres, notamment avec la Sadc* », a-t-il estimé. Il estime que le pays vit désormais sous une nouvelle donne après le référendum et la consécration de la nouvelle Constitution et qu'il n'est guère plus nécessaire d'attendre que des financements soient accordés pour entamer des réalisations.

« **Sortie de crise : Mangalaza Eugène, l'homme de la situation ?** », s'interroge *La Gazette* « Le nouveau statut d'Andry Rajoelina, désormais président de la Transition légal et légitime de par la Constitution, constitue une nouvelle donne à ne pas minimiser. Si on revient à partir de là à la case de départ, et en reconsidérant le statut de Premier ministre consensuel de Mangalaza Eugène [adoubé en son temps par les Accords de Maputo et l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba], le ticket formé par ces deux personnalités pourrait être le déclic pour tout débloquer. Déjà accepté par la CI et par les trois mouvances, l'homme a également effectué une passation de service en bonne et due forme avec l'ancien PM Monja Roindefo, qui continue bizarrement à affirmer *urbi et orbi* qu'il demeure le seul PM légal. Tous deux étant légaux devant le peuple et la CI, Andry Rajoelina et Eugène Mangalaza devraient monter de concert un gouvernement d'union nationale accepté par tous, sans problème majeur. La reconnaissance internationale serait immédiate. Cette crise n'ayant que trop duré, cette idée émanant d'analystes anonymes mais bien malgaches devrait être la bonne ».

Lobbying du régime de Transition auprès de la communauté internationale. Sylvain Rabetsaroana, membre du bureau politique de l'AVI et président de la Commission « *partenariat étranger* » au sein du CST va se rendre prochainement dans les pays anglo-saxons. « *Ma mission prioritaire, c'est de faire cesser les campagnes de désinformation qui circulent dans les pays étrangers concernant Madagascar* », a-t-il confié. Fort de son réseau dans les pays occidentaux, il a été à l'origine de la venue de quelques parlementaires européens lors du référendum. Certaines sources laissent aussi entendre que Paul Wille, sénateur belge, serait mandaté par la HAT pour défendre sa cause dans les tribunes internationales, croit savoir *Le Courrier*.

14 décembre : la relance du dialogue politique reçoit l'appui des Nations Unies. La Sadc poursuit ses consultations dans un climat d'hostilité de la part du pouvoir. Le groupe politique Escopol du CST prépare les mesures d'apaisement à faire adopter en session extraordinaire.

Les Nations Unies soutiennent le processus de relance du dialogue de sortie de crise décidé par le Sommet de la Sadc. Le département des Affaires politiques des Nations Unies a désigné Peter Metcalf pour une mission à Madagascar, afin de faciliter le processus de dialogue. Il s'agit de l'ancien représentant résident par intérim du Pnud et ancien coordonnateur résident par intérim du Système des Nations Unies. Il avait choisi de rester dans la Grande Ile à la fin de sa mission. Peter Metcalf a débuté ses travaux d'approche et officie dans la discrétion. Les Nations Unies restent donc présentes dans le processus de sortie de crise, comme elles l'avaient fait antérieurement lorsqu'elles avaient dépêché Tiébilé Dramé pour rejoindre l'équipe conjointe de médiation. Le Pnud avait également lancé un projet d'appui à la transition avec, entre autres, comme tâche l'appui à la mission de médiation de la CNOsc. Selon une source bien informée, la démarche onusienne ne signifie pas une reconnaissance internationale. Mais le cas échéant, cela ne l'empêchera pas de renforcer son engagement dans le processus. Peter Metcalf pourrait proposer la création d'un bureau pour un appui logistique et technique, si les discussions pour la sortie de crise parviennent à être enclenchées. « *Pourtant ce bureau n'a rien à voir avec celui annoncé par la Sadc. En fait, il épaulé celui-ci* », confie la même source. Certains commentateurs font observer qu'après les révélations de *Wikileaks* au sujet de Joachim Chissano (affaire de drogue) la Sadc a perdu beaucoup de sa crédibilité et que c'est à l'UA et aux Nations Unies qu'il revient de prendre des initiatives.

La mission de la Sadc, de retour à Madagascar, joue la discrétion et suscite toujours autant d'opposition de la part du pouvoir. L'équipe dirigée par Leonardo Simao poursuit ses consultations mais on ne connaît rien de ses intentions. « *Il faut parcourir un chemin qui doit aboutir à des élections libres, transparentes et reconnues par la communauté internationale* », s'est contenté de déclarer le chef de délégation, qui s'est refusé à s'exprimer sur l'instauration de la IVème République. La présidente du parti Tgv et vice-présidente du CST, Lanto Rakotomavo, s'est montrée surprise en apprenant que le Dr Leonardo Simao et sa délégation sont de retour à Madagascar et qu'il ne prévoit pas de rencontrer le Parlement de la Transition, qu'elle considère comme un réel espace de dialogue composé de sensibilités diverses tout aussi représentatives que les 3 mouvances. Elle se félicite néanmoins que cette délégation ne soit pas accompagnée d'une armée de la Sadc (sic), ce qui serait bon signe car elle serait donc venue pour parlementer, ironise-t-elle, tout en réaffirmant que le peuple malgache a choisi sa voix de sortie de crise. Si la communauté internationale souhaite y contribuer, qu'elle accompagne la démarche déjà engagée. Pour Pierre Tsiranana, membre du CST, la communauté internationale ne respecte pas la légitimité de l'Etat malagasy. Il estime que cette équipe de médiation, qualifiée de « *sanguinaire* », ne veut tout simplement pas que Madagascar soit en paix.

Une volonté qui s'explique par la haine envers le peuple malgache qui a décidé d'accorder sa confiance à Andry Rajoelina et à son équipe, malgré les manœuvres de déstabilisation conjointes de l'opposition et de la Sadc. « *Puisque vous ne reconnaissez pas la IVème République et que vous considérez sa promulgation comme nulle et non avenue, vous n'avez rien à faire ici, allez-vous en* » s'est-il exclamé. Et d'ajouter que le Dr Leonardo Simao devrait plutôt tenter sa chance en Mozambique ou encore en Côte d'Ivoire.

La prochaine étape dans le processus malgache-malgache consiste toujours à cheminer vers d'autres élections, mais la question se pose de savoir lesquelles, fait remarquer *Tribune*. La « *Conférence nationale* » avait placé en priorité les législatives et les présidentielles, alors que la HAT avait décidé, avant de se rétracter, de faire passer en premier le scrutin municipal. D'autres, comme Roland Ratsiraka, prônent de placer les présidentielles avant les législatives. Lors de sa dernière mission, Leonardo Simao avait annoncé qu'au terme de ses différentes consultations, il avait reçu l'accord général des parties prenantes pour mettre en œuvre le processus consensuel et inclusif permettant à tous les acteurs de participer activement à la sortie de crise.

La CNOSC soumet plusieurs propositions à la HAT. Cette liste, faisant office de feuille de route, suggère plusieurs schémas de sortie de crise. Des propositions d'accords accompagnées des concessions qu'elles impliquent pour toutes les parties, et le listage des avantages et de leurs conséquences. Une initiative qui devrait servir à esquisser un contenu pour de futures négociations sous l'égide de la Sadc et des Nations Unies.

Monja Roindefo en dialogue avec les 3 mouvances mais sans franchir le pas du ralliement. Pour l'ancien Premier ministre, trouver une voie de sortie de crise est plus important que le rapprochement spectaculaire à l'occasion des meetings communs. Il se montre critique vis-à-vis de la communauté internationale qui a commis l'erreur, dès le début de la crise, de vouloir restreindre le dialogue aux mouvances des 3 anciens présidents qui sont, chacun, symbole de rupture constitutionnelle.

Quatre leaders des 3 mouvances auditionnés par la gendarmerie suite à la supposée découverte d'un complot visant à perturber l'inauguration de l'Hôtel de ville de la capitale. Leur responsabilité ne serait pas engagée. Les premiers auditionnés ont pu regagner leur domicile. Lalatiana Ravololomanana, de la mouvance Zafy, et Mamy Rakotoarivelo, de la mouvance Ravalomanana, devaient être entendus ce jour. Ce dernier a reproché au pouvoir « *le recours à un tel instrument juridico-militaire afin d'intimider les politiciens n'ayant pas les mêmes points de vue que le régime* ».

Affaire de la mutinerie de la FIGN : le lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy de nouveau devant le juge d'instruction. Quelque peu éclipsée par l'affaire de la BANI, le dossier de la révolte d'éléments de la FIGN du camp de Fort Duchesne le 20 mai 2010 n'est pas encore clos. Ils sont un peu plus d'une vingtaine d'officiers à avoir été interpellés pour cette mutinerie.

L'Escopol propose une dépénalisation des délits de presse. Le groupe parlementaire du CST a récemment déposé plusieurs propositions de loi entrant dans le cadre des mesures d'apaisement, dont l'une a trait à la dépénalisation des délits de presse. Le groupe considère que « *la presse ne doit plus être un instrument de manipulation des foules et de propagande agissant sur le mode du réflexe conditionné, appelant aux instincts primaires pour vaincre les résistances individuelles. Ni un moyen de pérennisation du statu quo pour éloigner de toute pensée critique et de toute idée de changement, privilégiant le commentaire et le brio du style à la réalité des faits, par la pratique du biais d'information ; [elle ne doit plus être] un mode de traitement des événements dans le seul but de les relier à une ligne éditoriale ou politique* ». L'Escopol souhaite que dorénavant les organes de presse aient un comportement professionnel, indépendant de tous les pouvoirs et surtout du pouvoir politique. L'examen de cette proposition de loi et des textes portant sur le statut de l'opposition, la réconciliation nationale et l'amnistie devrait figurer à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement qui serait convoquée en janvier.

15 décembre : les sanctions de l'UA confirmées. Guerre des chefs et guerre des ondes à Antananarivo, entre Andry Rajoelina et le maire désigné, Edgard Razafindravahy. Remake de 2008 ?

Les sanctions de l'UA confirmées : Ramtane Lamamra, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA a déclaré que la situation à Madagascar est désolante. La crise a trop duré et les sanctions sont maintenues jusqu'à ce que les malgaches trouvent une solution inclusive et consensuelle. Le Groupe des Sages, qui a tenu son 9ème Sommet du 12 au 14 décembre à Alger, se déclare profondément préoccupé par l'impasse persistante à Madagascar. Il encourage l'UA et la Sadc à intensifier leurs efforts pour la recherche d'une solution pérenne et efficace.

Andry Rajoelina - Edgard Razafindravahy, Pds de la commune d'Antananarivo : guerre des chefs, guerre des ondes. *La Gazette* titre sur cette rivalité qui ne mériterait pas l'attention que la presse lui prête si elle ne rappelait le conflit qui a opposé Marc Ravalomanana à Andry Rajoelina lorsque ce dernier était maire de la capitale et qui a conduit aux événements du début 2009. La fonction de maire de la capitale est devenue un enjeu stratégique depuis l'accession au pouvoir de l'homme d'affaires Marc Ravalomanana. Le conflit entre Andry Rajoelina et le Pds qu'il a nommé à la tête de la commune est relancé avec l'inauguration de l'Hôtel de ville : le premier magistrat de la ville n'a pas eu droit à la cérémonie officielle de remise symbolique de clés du nouvel édifice, ce qui ravive la rumeur selon laquelle le pouvoir aurait l'intention de le limoger, suite à un litige qui l'oppose au ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation pour une affaire de permis de construire. Ce dernier a dénoncé le Pds au Bianco. Les deux personnalités sont proches d'Andry Rajoelina. La guerre des radios donne crédit à l'existence de ces rivalités. *Viva* se déchaîne contre le Pds, par ailleurs patron de *Radio Antsiva* et de *L'Express* [partenaire de *L'Express de Maurice* et de son Pdg Jean-Claude De l'Estrac, patron du groupe *la Sentinelle*. *Edgard Razafindravahy est également propriétaire du groupe Prey et de la station de TV RTA*]. *Antsiva* réplique en dénonçant une campagne de dénigrement contre Edgar Razafindravahy, en reprenant le langage des 3 mouvances selon lequel aucune personnalité occupant de hautes fonctions n'est actuellement issue des urnes. Ces deux radios ont catalysé le mouvement populaire de 2009 et se sont opposées à la campagne menée par le pouvoir à travers les médias publics et une multitude de stations appartenant à l'ancien chef de l'Etat, ou acquises à sa cause après avoir bénéficié de dons en nature et en espèces sonnantes et trébuchantes. Les patrons de ces 2 stations, Andry Rajoelina et Edgard Razafindravahy, avaient pour point commun de ne plus supporter la mainmise croissante de Marc Ravalomanana sur les activités économiques du pays. Depuis quelques jours, ces deux stations sont virtuellement devenues rivales. Pour *La Gazette*, « *Il n'est un secret pour personne qu'Edgar Razafindravahy attend les élections présidentielles. [...] Il a les mêmes qualités que Ravalomanana. Il est riche et puissant et est le patron de plusieurs grosses entreprises* ». Pour *Le Courrier*, une Délégation spéciale est désignée pour assumer les affaires courantes et non pour monter des projets que seul un maire élu peut engager. Il est étrange que le Pds réclame l'autonomie de la commune, comme il l'a fait, sur le parvis de l'Hôtel de ville le jour de l'inauguration. Un Pds est une personnalité nommée par le gouvernement et non un élu. Il est donc placé sous tutelle ministérielle.

16 décembre : le régime renvoie l'ascenseur aux militaires en distribuant une pluie d'étoiles. Les 3 mouvances sont suspectées d'avoir voulu provoquer des troubles durant les festivités d'intronisation de la IVème République. La délégation de la Sadc se veut optimiste : des signaux de « décrispation » sont enregistrés de part et d'autre. Les USA renouvellent leurs exigences pour la sortie de crise.

Pluie d'étoiles pour les militaires. Le Conseil des ministres a adopté 29 promotions dans le corps des officiers supérieurs. Pas moins de 26 colonels accèdent au grade de général de brigade, au premier rang desquels le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la circonscription interrégionale de gendarmerie d'Antananarivo. Pour *La Gazette*, « *Il s'agit d'une promotion méritée pour celui qui a tant œuvré pour rétablir l'ordre et la paix dans la capitale face aux manœuvres de déstabilisation à travers les manifestations violentes, les attentats à la bombe et la reprise du camp mutiné de Fort-Duchesne au mois de mai 2010. Le pouvoir transitoire a trouvé en Richard Ravalomanana un officier valeureux ayant su mener des actions sur le terrain sans violer les droits de l'homme* ». Pour *Tribune*, « *au vu du nombre de nominations, il apparait que le régime de Transition a tenté de tirer la leçon du malaise qu'avait provoqué Marc Ravalomanana en décrétant brutalement en 2007 un gel des promotions au grade de général, gel qu'il dû lever fin 2008* ». Commentaire d'un observateur : « *Cette distribution d'étoiles n'a qu'un seul objectif : partager le butin pour se faire des amis dans l'armée, ce qui est un garant supplémentaire de sécurité et de stabilité pour les tenants du pouvoir. Le développement économique, personne ne s'en soucie. La priorité ce sont des actions directes visant à amadouer les crédules et les moins crédules. C'est la raison d'être de ces fêtes à ne*

pas finir, des « Tsenamora », des stades, ainsi que de tous ces projets qui ne contribueront aucunement au développement économique du pays. Ainsi, il ne faut pas s'étonner si le pays continue à s'enfoncer davantage dans la pauvreté. A quoi sert d'avoir des floppées de généraux ? Vont-ils aller en campagne pour sécuriser le pays contre les dahalo aussi bien ruraux qu'urbains ? Y a-t-il assez d'argent pour payer tous ces généraux ? Investissement à long terme ? Car pour le moment, des pauvres gens continuent à mourir de famine et c'est cela l'urgence ». Pour L'Express, « ces nominations risquent de rétablir la dynamique de la pyramide en déséquilibre au sein des Forces armées. En 2009, une vingtaine d'officiers supérieurs ont déjà obtenu une promotion. [...] Avec la décision de repousser d'un an la limite d'âge des officiers de carrière, les derniers bénéficiaires du tableau d'avancement pourraient, le cas échéant, peser sur les finances de l'armée ». « Les avancements pourraient être perçus comme un renvoi d'ascenseur » de la part d'Andry Rajoelina, analyse un officier général retraité qui s'interroge lui aussi sur la pléthore d'officiers généraux au regard des hommes de troupe placés sous leur commandement et sur le sous-équipement des forces armées. Pour Madatimes, enfin, « le pays vit sous une dictature militaire par procuration. On aura beau dire qu'il s'agit d'une « promotion mécanique » puisque les « promus » ont remplis les critères pour accéder au grade supérieur, il n'en demeure pas moins que ces avancements illustrent combien personne, dans le cercle du pouvoir, ne pense à l'intérêt général ».

Le ministre des Forces armées, le général Rakotoarimasy a précisé par la suite que les 26 avancements ne sont qu'une mesure de rattrapage : « Ces généraux ont tous porté leur grade de colonel pendant cinq ans », s'est-il justifié.

700 prétendants au grade de général. « Vous êtes actuellement 700 officiers supérieurs à prétendre au grade de général de brigade. Si vous voulez devenir comme ces nouveaux généraux, suivez leur exemple ». La déclaration est du général Bruno Razafindrakoto, commandant de la gendarmerie nationale, qui a présidé, avec le secrétaire d'Etat chargé de la gendarmerie, la cérémonie de remise de galons à 8 nouveaux généraux de la gendarmerie.

Après avoir été promu au grade de général, Richard Ravalomanana a été décoré du titre de commandeur de l'Ordre national malagasy.

Les partisans des 3 mouvances sont suspectés d'avoir orchestré des troubles dans la capitale durant les festivités d'intronisation de la IV^{ème} République, lors du concert gratuit au stade de Mahamasina. Mamy Rakotoarivelo, Lalatiana Ravalolomanana et l'ancien député Rodin Rasolonjatovo ont été entendus à la brigade criminelle de la gendarmerie. Les enquêteurs ont cherché à savoir si des liens existaient entre ces 3 leaders et la dizaine de suspects arrêtés, accusés, entre autre, de « port d'armes illégal ». « Nous étions 6 dans la liste des personnalités politiques à être dans le collimateur des enquêteurs dans cette affaire », a fait remarquer Lalatiana Ravalolomanana. Mais les 3 autres, parmi lesquels figurait le nom du Révérend Ndrianaljohn Andriamanampy, n'ont pas répondu à la convocation. Le *Courrier* s'étonne que ce chiffre corresponde exactement à celui qui avait été fourni par le colonel Ravalomanana quelques jours avant le concert. Le « fait » n'était pas encore accompli au moment où le colonel a divulgué son « hypothèse ». Et, grand étonnement, celle-ci a été « vérifiée » après coup par la brigade criminelle...

Affaire FIGN : les 20 militaires impliqués ont demandé une nouvelle fois une liberté provisoire.

Le procès devait se tenir le 20 octobre mais il a été reporté sine die. La Chambre de détention a transmis leur dossier à la Chambre d'accusation. Des officiers impliqués dans l'affaire et qui étaient en fuite, ont figuré parmi les éléments rebelles de la BANI. Les « nouveaux venus » seront donc auditionnés à leur tour et, dans le cadre d'une probable confrontation avec ceux qui sont provisoirement détenus à Tsiarafahy.

Mission de la Sadc : avancées à petits pas. Leonardo Simão reste très discret dans ses déclarations à la presse mais il ne manque pas une occasion de répéter que la médiation est sur la bonne voie. Le groupe politique Escopol s'est déclaré optimiste après sa rencontre avec la délégation. Il affirme que des personnalités issues des 3 mouvances seraient prêtes à intégrer les institutions de l'actuelle Transition, et une rencontre de ceux-ci avec Andry Rajoelina pourrait avoir lieu. Pierrot Rajaonarivelo, qualifié d'opposant modéré par *La Gazette*, laissait lui aussi transparaître un certain optimisme, faisant part du fait que la Sadc suggérait un gouvernement d'union nationale, un élargissement du CST et du CT et une refonte de la CENI. Il souhaite que la trêve politique évoquée pour les fêtes de fin d'année se traduise par la libération des détenus politiques et la fin des intimidations. Sa participation à un gouvernement d'union nationale est évoquée. La communauté internationale et le Dr Simão persistent cependant à ne pas vouloir reconnaître le référendum du 17 novembre. Pour *Les Nouvelles*, un protocole d'accord serait en gestation. Pour permettre l'ouverture

de la Transition à des sensibilités qui n'y sont pas représentées, il serait envisagé d'augmenter de 50 sièges les effectifs du Congrès, qui passeraient ainsi de 250 à 300, tandis que les effectifs du CST passeraient à 120 contre 90 actuellement. Soit 80 parlementaires de plus et une charge budgétaire accrue dont se préoccupe le quotidien.

Les 3 mouvances dans la Transition ? Des membres du régime se disent prêts à en discuter.

La Transition avance d'autres pions dans sa quête de la reconnaissance internationale. Depuis quelques jours, diverses tractations ont eu lieu, dans le camp du régime transitoire et dans le camp des opposants. Les parlementaires de l'Escopol œuvrent dans ce sens et des signaux positifs ont été envoyés par certains leaders des 3 mouvances, sans pour autant passer sous silence les nombreux obstacles qui subsistent, concernant notamment le sort des anciens présidents en exil, la conduite de la Transition (la désignation d'un Premier ministre de consensus), la répartition des sièges et la direction des institutions.

Les Etats-Unis font part de leurs propositions de sortie de crise. Le quotidien *Le Courier* publie de larges extraits de ces propositions⁴. Parmi lesquelles : « *Le régime de la HAT et ses dirigeants doivent reconnaître publiquement qu'ils ne prennent aucun engagement à long terme, que ce soit avec les acteurs nationaux ou internationaux, au nom du gouvernement de Madagascar* ». « *Le régime [...] comme les dirigeants de la Transition, devraient s'engager clairement et sans ambiguïté à respecter les droits de l'homme. Cela inclut le droit de réunion pacifique et le droit à la liberté d'expression* ». « *M. Rajoelina devrait reconfirmer publiquement son engagement de mai 2010 de s'abstenir de se présenter aux prochaines élections législatives ou présidentielles* ». Il « *devrait également s'engager à ne pas soutenir activement ou publiquement tout candidat ou tout parti aux prochaines élections, [...] les dirigeants des trois autres mouvances devraient prendre des engagements similaires* ».

Le conseil des ministres décide d'ouvrir une ambassade en Turquie, à Rabat et à Singapour.

Dans le cadre d'une politique d'ouverture aux pays émergents désireux d'entretenir une relation franche et mutuellement avantageuse, Madagascar se doit de renforcer davantage ses liens avec de nouveaux partenaires, déclare le gouvernement.

17 décembre : les médiateurs de la Sadc travaillent sur un protocole d'accord de mise en œuvre d'une nouvelle feuille de route de la Transition. Les « *Raiamandreny mijoro* », font pression pour la concrétisation des résolutions de la « *Conférence nationale* ».

Une nouvelle feuille de route est en gestation à l'initiative de la Sadc. Le groupe parlementaire Escopol, incluant une vingtaine de membres, a rencontré Leonardo Simao. En se basant sur les déclarations des deux parties, un nouveau schéma de la Transition serait en gestation. Plus que d'apporter des améliorations à la feuille de route actuelle, il s'agirait ni plus ni moins que d'une refonte de la Transition, touchant toutes les institutions étatiques (CST, CT, CENI, mise en place du CNR...), à l'exception de la présidence. Les 3 mouvances seraient prêtes à intégrer ce qui serait la Transition élargie à d'autres sensibilités. Ce nouveau schéma, s'il aboutit, aura pour principale mission de prendre en charge les futures élections. Et comme annoncé depuis un certain temps, la mise en place d'un bureau de liaison local de la Sadc pourrait être concrétisée sous peu, avec l'appui du Pnud. Ce sera à ce prix que la Sadc reconnaîtra la nouvelle Transition. Les émissaires de la Sadc auraient promis aux parlementaires Escopol que toutes les sanctions frappant actuellement Madagascar seraient levées dès que cette feuille de route remaniée serait mise en place. La porte-parole de l'Escopol, Elia Ravelomanantsoa, propose que ce protocole, un fois conclu, soit présenté à la communauté internationale dans le cadre d'un forum ouvert au corps diplomatique et à la société civile. L'Escopol suggère que de ne plus revenir sur les facteurs de blocage antérieurs, à savoir les conditions émises par les 3 mouvances comme des préalables à toute forme de discussions. Des négociations seraient en cours avec la mouvance Ravalomanana, qui ne réclamerait plus que le retour de l'ancien président et sa participation aux élections présidentielles. Néanmoins, pour *L'Express*, « *les modalités, les étapes, les critères de réalisation et surtout le calendrier de ce « nouveau mode opératoire très réaliste et faisable » sont encore flous* ». Selon *Midi*, « *ce protocole d'accord serait axé sur l'organisation dans les plus brefs délais de l'élection présidentielle. Et ce, afin de raccourcir la Transition* ».

⁴ Cf Blog Justmad « *articles remarquables* » décembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/78/29/448497/60000226.pdf>

Sobika constate que le discours de la Sadc a évolué et se fait plus souple. « Pas question bien sûr de reconnaître en l'état le régime de la HAT, mais l'organisation régionale prend acte de l'évolution de la situation et accepte les institutions qui ont été mises en place, comme le CST et le CT (qui sont aux mots près celles prévues dans les accords de Maputo). Il y a donc un accord implicite sur la feuille de route du processus malgacho-malgache et la possible reconnaissance internationale si au final de ce processus, une élection présidentielle est organisée sous l'égide de la communauté internationale. [...] La Sadc appuie donc la position de l'Escopol qui insiste pour un nouveau gouvernement, moins 'hatiste' et plus 'escopolisé'. Mais le dernier mot reviendra quand même au président de la HAT car c'est bien celui-ci qui est actuellement en position de force et non l'émissaire de la Sadc ».

Les « Raiamandreny mijoro », font pression sur les autorités pour la concrétisation des résolutions de la « Conférence nationale » qui tardent à être appliquées. Une nouvelle rencontre a eu lieu avec Andry Rajoelina. Le régime de Transition avait annoncé la mise en place d'un gouvernement d'union après la proclamation des résultats du référendum constitutionnel mais cet engagement n'a toujours pas été tenu, le remaniement a été reporté « après les fêtes de fin d'année » et le Premier ministre Camille Vital a laissé clairement entendre qu'il serait reconduit, en contradiction avec les résolutions adoptées. L'amnistie fait aussi partie des dossiers chauds en suspens, ainsi que celui du remplacement de tous les maires par des Pds. Cette question avait, en partie, été résolue après l'annonce des communales anticipées, mais le pouvoir a dû y renoncer en raison de la forte opposition rencontrée et des difficultés posées par la liste électorale.

Ambassadeurs limogés : demande d'annulation rejetée par le Conseil d'Etat. Un an et 7 mois après le dépôt du recours, le verdict est tombé. La demande d'annulation par les ambassadeurs concernés des décrets du président de la HAT les limogeant, a été rejetée par le Conseil d'Etat. Les ambassadeurs en poste à Paris, Berlin, Pretoria, Bruxelles, Washington, New Delhi et Rome seront rapatriés au pays. Seuls quelques ambassadeurs nommés par Marc Ravalomanana ont échappé à la vague de limogeages. Les ambassadeurs concernés vont donc être remplacés par des chargés d'affaires, en attendant que le pouvoir puisse bénéficier de la reconnaissance internationale. Irène Rabenoro, ambassadrice à l'Unesco depuis 2007, spécialiste en sociolinguistique, réputée par ses compétences techniques et sa valeur intellectuelle, a également été limogée. Depuis fin mars 2009, la HAT a limogé 10 ambassadeurs nommés par le précédent régime. Faute de reconnaissance internationale, le régime actuel n'a pas jusqu'ici procédé à leur remplacement.

18 décembre : la Sadc suspend ses consultations. Des progrès auraient été enregistrés mais de nombreux obstacles demeurent. L'OIF annonce l'envoi d'émissaires.

La délégation de la Sadc suspend ses consultations durant les fêtes de fin d'année. Après avoir rencontré le Premier ministre Camille Vital, elle indique qu'il est encore prématuré de « discuter des détails » d'un protocole de sortie de crise mais elle fait part de sa confiance dans la réussite de sa mission : « Par rapport au passé, nous sommes très optimistes. Il y a des avancées positives. Nous allons maintenant travailler sur toutes les propositions que nous avons recueillies pendant notre séjour. Nous reviendrons en janvier. [...]. Nous pensons parvenir à un accord politique de toutes les forces vives du pays et cet accord sera la nouvelle feuille de route vers une véritable sortie de crise ». Malgré la volonté de Leonardo Simao de préserver le contenu des discussions, quelques interventions d'hommes politiques permettent d'avoir une certaine idée de leur teneur. La mouvance Ravalomanana et le parti Tgy émettent des réserves sur la démarche consistant à élargir les institutions actuelles de la Transition, que certains jugent déjà pléthoriques et coûteuses. Quant au Premier ministre, il ironise sur « l'amour de la Sadc pour Madagascar » et considère que c'est aux opposants de prendre en marche le train de la Transition.

« Vers la trêve ? », titre Le Courrier. « C'est la quatrième fois que la demande de liberté provisoire de Fetison et consorts est refusée. Certes Mamy Rakotoarivelo a bénéficié d'une liberté provisoire, mais d'autres politiciens et d'autres officiers et soldats croupissent encore dans les prisons et vont certainement passer Noël et les fêtes de fin d'année sous les verrous. En attendant sans doute que le Dr. Leonardo Simao et les protagonistes de la crise trouvent la solution ou la voie de sortie consensuelle, inclusive et crédible. Car pour l'instant, on ne peut s'attendre à des fléchissements de la part de Camille Vital qui, comparant la situation à un match de football, estime que tout est calme, normal, que tout va bien. Un match ne procure aucun plaisir quand l'adversaire est faible, dit-il. Doit-on alors comprendre que l'arbitre du match auquel se livrent depuis près de deux ans la HAT et les

trois mouvances est l'armée qui, admet toutefois le Premier ministre, est trop souvent manipulée par les politiciens ? Et qui aujourd'hui serait donc en train de se dégager de ces liens qui ont fait qu'elle soit partisane ? Selon le général Camille Vital, l'armée est un parti de services et de patriotisme A méditer ! D'autant plus qu'au sortir de la rencontre à huis clos avec la mission de la Sadc, il s'est déclaré satisfait et a rapporté qu'il a expliqué au Dr. Simao que Madagascar et les Malgaches ne sont pas des Ivoiriens ou la Côte d'Ivoire ».

Des émissaires de l'OIF sont attendus afin de rechercher les moyens pour parvenir à un consensus en vue de la sortie de crise. Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'UA déclare : *« Je suis parfaitement informé de la situation de Madagascar. Je sais qu'il y a absence de cohésion au sein de l'armée et que des politiciens sont nombreux à être incarcérés. Nous ne voulons donner raison ni tort à qui que ce soit. Nous souhaitons que la communauté internationale accorde une nouvelle vision de la situation malgache. Il faudra juger la situation de Madagascar à la lumière des événements de ces derniers temps et de l'évolution de la situation. Nous souhaitons qu'il n'y ait plus de prisonniers politiques ni de troubles au sein de l'armée malgache. Notre souhait est que les Malgaches soient réconciliés par le biais de leurs valeurs propres, caractérisées par le « Fihavanana ».*

Les paramédicaux déposent un ultimatum de 10 jours aux pouvoirs publics. Leurs revendications, est-il rappelé, portent sur la révision de leur grille indiciaire. À défaut de solution, ils se disent prêts à déclencher une grève générale ou d'autres actions à l'image de ce que les médecins ont fait récemment.

Incarcération de présumés auteurs de troubles. 10 personnes, dont 7 arrêtées durant le concert du 11 décembre au stade de Mahamasina, ont été déférées au parquet et mises sous mandat de dépôt à Antanimora après leur audition pour atteinte à la sûreté publique.

19 & 20 décembre : les législatives maintenues au 16 mars 2011, une décision qui met la diplomatie internationale au pied du mur et tourne le dos à la relance du dialogue malgacho-malgache. Crise de leadership au sein du groupe Escopol, initiateur des Accords d'Ivato.

La Transition confirme la tenue des législatives le 16 mars 2011. La décision risque de provoquer des remous au niveau national et international. Le maintien du calendrier arrêté dans les accords d'Ivato confirme la volonté du régime de poursuivre la voie qu'il a tracée. La tenue des législatives pourrait remettre en question le processus de dialogue appuyé par la communauté internationale. Cette dernière, par le biais d'un projet de mise en place d'un bureau de liaison, projeterait de lancer un chantier pour préparer le terrain, en vue des élections, en cas d'accord entre les partis politiques. La confirmation du calendrier des législatives soulève également la question de la refonte du Code électoral, qui faisait partie des résolutions adoptées, de même que le souhait de ne pas organiser de scrutin avant le 30 avril, en raison de la saison des pluies. La tenue des législatives ne tient pas compte non plus des résolutions du Congrès de la Transition, qui avait, entre autres, réclamé un recensement général et une refonte de la liste électorale. Choses qui ne seront pas réalisées, compte tenu des délais. Mais la CENI se dit prête à relever le défi. L'annonce de ce scrutin laisse encore de nombreuses questions sans réponse, du mode de scrutin au nombre de circonscriptions, en passant par la situation des hommes politiques non encore amnistiés qui voudraient se présenter. Si le calendrier est respecté, l'élection présidentielle devrait se tenir le 4 mai 2011.

Pour *Tribune*, *« il faut aussi reconnaître que cette décision met la diplomatie internationale au pied du mur. Elle a été prise au moment où la mission de la Sadc [...] était dans nos murs pour recueillir les propositions des uns et des autres ; et le décret a été publié au lendemain de son départ. Quand cette mission a donné l'impression à la suite de ses divers contacts, qu'un accord politique était envisageable ou plus simplement que les négociations pour une Transition crédible et admise par tous avancement, on peut dire que c'est un peu la douche froide du côté des trois mouvances ».*

Madagate en revanche se réjouit de cette annonce : *« On avance inexorablement vers un nouvel ordre constitutionnel dans la Grande Ile, avec une démarche résolument malgacho-malgache et non pas ivoiro-nigérienne... ».*

L'Escopol s'entre-déchire. La guerre de leadership est ouverte. Le conflit interne était apparu lors des rencontres avec le médiateur de la Sadc, qui a reçu deux délégations de l'Espace de concertation, à défaut pour le groupement de pouvoir présenter un front uni. L'un des courants (auquel appartiennent notamment Roland Ratsiraka et Elia Ravelomanantsoa) a tenu une conférence

de presse au cours de laquelle il a accusé « *certaines personnes* », issues de l'Escopol, d'utiliser ce nom (dont la marque a été officiellement déposée) « *pour leur intérêts personnels* ». Sont visés Alain Andriamiseza, le Pr Alain Tehindrazanarivelo et Saraha Georget Rabeharisoa (parti Vert), suspectés de vouloir briguer le poste de Premier ministre de consensus. Les intéressés répliquent que l'Escopol a officiellement proposé 5 personnes, dont Alain Andriamiseza et Alain Tehindrazanarivelo, pour figurer sur la liste des propositions de l'Escopol au poste de Premier ministre mais ils reprochent à l'autre courant d'avoir voulu « *remettre à la Sadc des propositions qui n'ont pas reçu l'aval de tous les membres* ». Certains dénoncent la « *guerre de leadership* » qui s'est introduite au sein de cette plateforme qui a accouché des Accords politiques d'Ivato.

Tournée dans les régions : opération de charme de Roland Ratsiraka. Sa réunion politique de Mahajanga a réuni une foule importante. Il a tenu un discours réconciliateur, en dénonçant les mesures qui risquent d'aggraver la situation de crise. « *L'emprisonnement de nombreuses personnes ne résoudra pas les problèmes des Malgaches* », a-t-il affirmé, invitant le pouvoir au respect des valeurs républicaines. Il estime que le rapprochement des différentes sensibilités est en bonne voie, surtout au niveau des institutions de la Transition. Il reste à accomplir cette ouverture au niveau du gouvernement, dans la perspective de la reconnaissance internationale. Les autorités régionales ont reproché à Roland Ratsiraka d'avoir tenu un meeting de nature politique alors que la demande d'autorisation initiale portait sur un rassemblement sportif et culturel. Un message du ministère de l'Intérieur interdit toute manifestation politique durant les fêtes de fin d'année, ont-elles indiqué. Les organisateurs locaux seront sanctionnés, ont-elles promis.

Marc Ratsisalovanina, gendre du professeur Raymond Ranjeva, a été convoqué à la gendarmerie pour l'enquête portant sur la mutinerie à la BANI du 17 novembre. **Raymond Ranjeva, quant à lui, a de nouveau été convoqué par le doyen des juges d'instruction** pour la suite de l'enquête au fond sur cette même affaire. Il a pu rejoindre son domicile après l'audition. Plusieurs autres auditions de civils et de militaires ont eu lieu.

21 décembre : la société civile rejette le processus de Transition engagé depuis la « Conférence nationale ». Le groupe politique Escopol menacé d'implosion. L'association des maires se mobilise pour la remise en liberté provisoire de Guy Maxime Ralaiseheno.

La Plate-forme Nationale des Organisations de la Société Civile (PFNOSC), dont le CNOSS, rejette le processus de Transition. Elle juge « *inacceptables* » les conditions de réalisation de la « *Conférence nationale* » et du référendum du 17 novembre, et constate que ces deux opérations « *n'ont pas résolu la crise, ni conduit le pays à sa place au niveau international* ». De même, « *les prochaines échéances électorales ne seront pas reconnues par cette entité de la société civile, si les conditions d'organisation du référendum, tant techniques qu'au niveau de l'inclusivité, se reproduisent* », a avancé Lalao Randriamampionona, qui prône une nouvelle fois la recherche d'une solution inclusive et consensuelle « *dans le calme, sans verser dans la précipitation* », et avec l'appui de la communauté internationale. La CNOSS réaffirme aussi sa décision de s'investir davantage dans le Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC) et dans l'Alliance des Organisations de la Société Civile (AOSC), ainsi que dans la Coalition des Organisations de la Société Civile (COSC), partie intégrante de la Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile (CNOOC). Le Ffkm indique qu'il est en contact avec la CNOOC pour la recherche d'une solution. La Plate-forme, qui célèbre ses 5 ans d'existence, rencontre actuellement des problèmes de trésorerie dus à la suspension des aides des Nations-Unies qui l'avaient jusqu'ici soutenue.

L'implosion de l'Escopol : une affaire de « Pote-monnaies » pour le chroniqueur de L'Express. « *Le parti des déshérités de la Transition* » n'a pas survécu au premier schisme, mal récurrent de tous les partis. L'essentiel est de se faire caser à défaut de pouvoir se faire élire. Et les déshérités des déshérités crient au scandale dès lors que leur signature en bas du fameux accord politique n'a rien rapporté. À leur place, des inconnus au bataillon siègent au Congrès ou au CST. On en arrive au grand déballage. On parle des sièges vendus par des membres influents et du montant de la transaction. Certains partis ont été soudoyés pour signer cet accord afin de laisser croire à une large inclusivité, garante de la reconnaissance internationale. L'Escopol a implosé. Certains soi-disant politiciens n'obéissent qu'à une seule conviction : la démocratie des « *pote-monnaies* ». Avec l'élargissement du gouvernement de consensus, du Congrès, du CST et la refonte réclamée de la GENI, ils ont du grain à moudre. *Midi* titre : « *L'Escopol éclate en 3 morceaux : combat des «exclus» et des «escrocs* ». Une assemblée générale réunissant une soixantaine de chefs de partis a été

convoquée pour tenter de recoller les morceaux. Un comité ad hoc est mis en place et sera chargé de l'organisation d'une nouvelle AG. Objectif : ressouder la base pour affronter la surenchère dans le partage de sièges au sein du futur gouvernement. Pour *La Gazette*, cependant, « *Le schisme est consommé car les troupes de Roland Ratsiraka ont lancé qu'ils sont les seules responsables de l'Escopol et que les autres ont déjà créé le groupe « Arc en Ciel »* ». Pour *Le Courrier*, si l'Escopol ambitionne toujours d'être « *la* » solution à la crise politique, il lui faut de toute urgence résoudre ses problèmes internes.

L'association des maires de Madagascar (AMA) se mobilise pour la remise en liberté provisoire de Guy Maxime Ralaiseheno. Elle considère que l'incarcération de son président ne se justifie plus, la HAT ayant accepté de renoncer à l'organisation des municipales anticipées, revendication qui était à l'origine de la manifestation réprimée. Le porte-parole de l'association plaide pour un « *grand pardon national* ». Elle suggère une nouvelle fois qu'il serait plus judicieux de commencer les élections par celles des chefs Fokontany, puis celles des maires, ensuite celles des chefs de région pour passer aux législatives, puis aux sénatoriales et enfin, pour couronner le tout, aux présidentielles. Une démarche inverse est préconisée par des formations politiques, dont le MDM de Pierrot Rajaonarivelo.

22 décembre : meetings politiques interdits durant les fêtes de fin d'année. Tantely Andrianarivo condamne la tenue des législatives du 16 mars. Liberté provisoire refusée pour la 4^{ème} fois à Fetison Rakoto Andrianirina et ses deux co-détenus.

Période des fêtes de fin d'année : les meetings politiques interdits. Une mesure qui rappelle l'interdiction de manifestations politiques durant la période référendaire. Un porte-parole du ministère de l'Intérieur refuse de voir dans cette décision une limitation de la liberté d'expression. Elle n'aurait été prise, dit-il, que dans le souci de faciliter la circulation automobile durant les fêtes. Et de préciser que « *si les manifestations s'effectuent dans un endroit clôturé* », les autorités locales disposent d'un pouvoir d'appréciation pour les autoriser. Les 3 mouvances déclarent ne pas être concernées, leurs derniers rassemblements s'étant effectués dans des stades. Elles espèrent cependant que cette décision n'est pas une manœuvre dilatoire pour refuser toute demande d'autorisation de tenir une manifestation politique.

L'ex-premier ministre de Didier Ratsiraka, Tantely Andrianarivo, de retour sur la scène politique, en dépit de son annonce de retrait temporaire. Rentré au pays après un bref séjour privé en France, il affiche son désaccord sur la tenue des législatives du 16 mars. « *Je pense qu'il faudra des mois pour faire revenir la confiance des électeurs, compte tenu des défaillances dans l'organisation du scrutin. [...] Les deux mois qui restent sont trop courts pour rectifier le tir* », a-t-il fait savoir. La déclaration a été faite à l'occasion d'une cérémonie de remise de chèques aux membres des familles de ses trois anciens collaborateurs militaires, le capitaine Andrianasolo Vola, l'adjudant-chef Andriamanantena Jeanson et le général Raymond Andrianaivo, tués lors des événements de 2002 par des éléments pro-Ravalomanana, les deux premiers désarmés et exécutés de sang froid, affirme-t-il, le troisième exécuté sur son lit d'hôpital à Fianarantsoa. L'occasion pour lui de rappeler toute l'importance qu'il attache à la question de l'amnistie pour les détenus politiques. Il a également suggéré qu'une juste indemnisation de ces détenus et condamnés politiques soit assurée. La présence de Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France, a été remarquée. Mais une source autorisée de l'ambassade réfute tout message diplomatique derrière le geste. « *Le don remis par Tantely Andrianarivo est l'œuvre d'une association française. Le geste est symbolique* », précise-t-elle pour évoquer la collecte de fonds de la part de certains camarades de promotion de l'ancien chef du gouvernement, dans une grande école française.

Liberté provisoire une nouvelle fois refusée à Fetison Rakoto Andrianirina. Accompagné de ses deux co-détenus, Stanislas Zafilahy et le pasteur Edouard Tsarahame, le leader des 3 mouvances a de nouveau rejoint son lieu de détention à Ambatolampy après l'audience. Comme auparavant, la défense représentée par Me Hanitra Razafimanantsoa a plaidé pour une liberté provisoire qui répond « *au droit de ces personnes malades détenues en prison* ». Elle a présenté des documents médicaux attestant l'état de santé des trois prisonniers. La mouvance Ravalomanana pose comme préalable à la poursuite des pourparlers de sortie de crise la libération de son chef de délégation.

Soutien des avocats de Paris à Raymond Ranjeva. Le barreau de Paris s'est déclaré préoccupé par les poursuites pénales exercées à Madagascar contre le Pr Raymond Ranjeva, ancien vice-président de la Cour Internationale de Justice de La Haye, pour « *complicité de complot contre l'État* ».

Il exprime sa sympathie et son estime au professeur, en demandant le respect des droits fondamentaux et le droit pour tous à un procès équitable.

23 décembre : la date des législatives contestée. La question de l'amnistie reste incontournable.

La demande de report des législatives du 16 mars se renforce et émane de différentes sensibilités. Le principal argument mis en avant est l'organisation d'un scrutin en période cyclonique, comme ce fût le cas pour le projet d'organisation des municipales le 20 décembre. Une situation climatique qui risque de ne pas favoriser la transparence et l'égalité des chances entre candidats. Des parlementaires rappellent également que tout nouveau scrutin devrait être précédé d'un recensement général et de l'adoption d'un nouveau Code électoral, selon le consensus qui s'était dégagé lors de l'ajournement des municipales. Le président de la Commission « *Réconciliation nationale* » du CST, et président du Tim, Jaona Ralijaona Andrianarivo, évoque également la « *nécessité de mesures d'apaisement* », avant la tenue des autres élections. « *Il faut mettre en place un gouvernement d'union, assurer la liberté d'expression et renforcer la sécurité* », argumente-t-il. Sur le fond, cette prise de position n'a rien de nouveau par rapport à l'intervention des autres partis et hommes politiques. Mais cette fois-ci, c'est le Tim pro-Raharinaivo Andrianantoandro, principal allié objectif du régime, qui prend position contre le scrutin. Des voix discordantes s'expriment également jusque dans les rangs des proches du président de la Transition. Réplique du Tgv : « *Certes, il faut écouter l'avis des uns et des autres, mais il faut distinguer ceux qui sont sincères et ceux qui souhaitent étendre la transition* ».

Voninahitsy Jean-Eugène et le groupe «Autres Sensibilités» (AS) accuse de trahison envers Marc Ravalomanana les membres dissidents du Tim qui siègent dans les assemblées de la Transition. Il leur reproche de s'être déclarés incompétents pour voter la loi d'amnistie. « *Que ceux qui se sentent incompétents démissionnent* » ajoute-t-il, précisant que l'ordonnance qui a mis en place le CT et le CST a attribué à ces deux organes toutes les compétences de l'Assemblée nationale et du Sénat. Celui que le régime Ravalomanana avait jeté en prison à la suite d'un « *flagrant délit de trafics d'influences* » se déclare donc favorable à l'amnistie de Marc Ravalomanana, fait observer ironiquement *Tribune*. « *Les AS* » soutiennent que des mesures d'amnistie générale devraient blanchir tous les hommes politiques qui ont des arriérés judiciaires suite aux crises politiques de 2002 et de 2009 et ces mesures, qui peuvent être prises par ordonnance, doivent précéder selon eux toutes les autres échéances électorales. Voninahitsy Jean-Eugène annonce son intention de démissionner du Parlement de la Transition si la question de l'amnistie n'est pas abordée lors de la prochaine session parlementaire, mi-janvier. Les « *AS* », qui sont signataires des accords politiques d'Ivato, réclament leur droit de siéger dans le prochain gouvernement, même sur des sièges « *strapontins* » dont les autres sensibilités ne veulent pas, croit bon de préciser le parlementaire.

Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès, rencontre des dirigeants français. Au cours d'un déplacement à Paris, le président de la Chambre basse a, entre autres, rencontré des responsables à la présidence de la République, au ministère des Affaires étrangères et à l'Assemblée nationale française.

Andry Rajoelina s'envole pour Dubaï. Un appareil d'une compagnie chinoise a été dépêché pour assurer le transport du président de la Transition, de sa famille et de 15 de ses collaborateurs. Destination Dubaï via Hong-Kong. Selon un communiqué de la Présidence, le président de la Transition est invité à titre privé par un promoteur immobilier des Émirats Arabes Unis. Les rumeurs vont bon train sur les contacts qui seront pris à l'occasion de ce séjour. Elles ont trait à des projets de contrats miniers ou aux télécommunications. Selon *La Gazette*, ce promoteur immobilier est probablement la société Nakheel. Intéressé par les grands travaux de construction, Andry Rajoelina a promis aux Malgaches de construire des hôpitaux, des stades, un palais du rugby. Cette visite serait une occasion pour lui de trouver les ressources nécessaires. Nakheel est notamment le groupe immobilier créateur de plusieurs projets d'assèchement marin (Palm Islands, Dubaï Waterfront...).

25 au 27 décembre : des sources d'informations concordantes font état de discussions élargies entre protagonistes de la crise. Un gouvernement d'union serait en gestation. L'ex-parti présidentiel aux prises avec de fortes pressions. Le calendrier électoral est encore susceptible de révision.

Des discussions et des propositions fleurissent en vue d'un éventuel accord politique. Les contacts entre courants politiques semblent s'intensifier en dépit de la période des fêtes. Des indiscretions font état de rencontres discrètes entre personnalités adverses. Des feuilles de route sont échangées, qui s'inspirent peu ou prou des propositions française et américaine. Une branche de l'Escopol conduite par Elia Ravelomanantsoa aurait élaboré la sienne et l'aurait soumise pour avis aux 3 mouvances. Des échanges auraient eu lieu également avec le Ffkm.

Sobika fait preuve d'optimisme : un gouvernement d'union nationale serait sur le point de voir le jour. « *Ce gouvernement inclurait les 3 mouvances et compterait 3 ministres d'Etat dont l'un d'eux serait un des leaders de la mouvance Ravalomanana ainsi qu'un leader "important" de la vie politique malgache. Quant au nouveau Premier ministre celui-ci serait ce qu'on qualifierait de "PM de consensus" »*

L'ancienne sénatrice pro-Ravalomanana Eliane Naika lance une mise en garde contre les membres du Tim tentés par une entrée au sein des institutions de la Transition sans le mandat de l'ancien chef de l'État. Celle qui milite à l'extérieur du pays pour le compte de la mouvance de l'ex-président insiste sur la nécessité d'une Transition consensuelle et inclusive « *pour garantir une paix durable* ». Le communiqué publié vise les négociations qui seraient conduites par le secrétaire général du Tim, Mamy Rakotoarivelo.

Ambroise Ravonison, chef de la mouvance « légaliste » : pressions sur le GIC et la CNOSC. « *Le temps est venu pour la communauté internationale d'anticiper son calendrier de résolution de la crise sans pour autant tenir compte des pressions des puissances étrangères, mais en privilégiant l'intérêt de la population malgache* », a-t-il soutenu dans un communiqué. Il les exhorte à proposer dès le mois de janvier « *un processus consensuel et inclusif du retour à l'ordre constitutionnel, à la légalité, à la démocratie et à l'Etat de droit* ». Il réclame en outre l'application effective des sanctions décidées contre le régime, dans le cadre de la Convention de Cotonou et de la Charte africaine de la démocratie, de la bonne gouvernance et des élections.

Elargissement des institutions : mise en garde du Tgv. Le parti met en garde contre les tentatives de déstabilisation du régime qui pourrait résulter de la volonté de mettre en place coûte que coûte une Transition inclusive. Il s'agit de consolider la Transition en place et non de la remettre en cause, déclare le président de la Commission Internationale du CST, qui redoute que sous la pression de la communauté internationale les détracteurs du régime ne parviennent à siéger dans la Transition pour lui mettre des bâtons dans les roues.

Elections législatives du 16 mars : le Premier ministre laisse entendre que le Congrès (CT) et le CST ont la possibilité de réexaminer le calendrier électoral. « *Si des citoyens réclament le report du scrutin, c'est aux deux chambres de voir s'il faut le faire ou non* », a-t-il déclaré, précisant « *nous risquons d'être accusés de vouloir nous incruste au pouvoir* » si nous nous décidions d'en reporter la date. Il admet toutefois que l'organisation d'un scrutin en période cyclonique constitue un argument en faveur du report, puisque cette interdiction a valeur constitutionnelle. La session extraordinaire du Parlement, prévue mi-janvier, pourrait être appelée à statuer sur cette question. Elle pourrait même avoir à se prononcer sur la question de l'inversion de l'ordre des scrutins (présidentielles avant les législatives) comme Roland Ratsiraka et Pierrot Rajaonarivelo le réclament.

Un budget de 20 millions de dollars prévu pour les élections de 2011, a indiqué le ministre des Finances et du Budget, Hery Rajaonarimampianina. Ce budget va recouvrir les quatre consultations qui vont être organisées l'année prochaine : législatives, municipales et les deux tours des présidentielles. Selon le ministre, ce budget n'inclut plus les opérations préélectorales comme la création des listes et des cartes électorales qui sont sensées avoir été déjà réalisées pour le référendum du 17 novembre.

Commission électorale renforcée : Maurice propose son aide. Le ministre mauricien des Affaires étrangères, Arvin Boolell, a indiqué que Maurice se propose d'aider Madagascar à établir une commission électorale indépendante et à créer un bureau de médiation et d'accompagnement électoral.

Dans son message de Noël, Benoît XVI appelle de ses vœux la « stabilité politique et sociale » à Madagascar. Cette attention particulière du souverain pontife arrive un mois après un référendum

contesté et non reconnu par la communauté internationale, font observer certains commentateurs pour qui le rôle crucial de l'Eglise catholique dans cette crise et l'implication personnelle de certains évêques confère à cet appel un caractère de mise au point qui semble rompre avec le silence du clergé malgache considéré comme favorable au régime de Transition. Pour *La Gazette*, l'interprétation de l'attention du Saint Père pour Madagascar s'expliquerait en revanche par le rôle important de médiation qu'a tenu le Vatican à plusieurs moments clé de la crise, à travers notamment son nonce apostolique. A plusieurs reprises, les membres du corps diplomatiques se sont réunis à la nonciature pour délibérer de la situation.

28 décembre : le CST entend engager des tractations auprès de la communauté internationale afin de réintégrer Madagascar dans le concert des Nations. La stratégie de la Sadc en faveur de l'ouverture de la Transition à tous les protagonistes suscite la méfiance. Le ministre des affaires étrangères défend sa diplomatie d'ouverture aux pays émergents.

Vers la dissolution des mouvances. Le quotidien *Les Nouvelles* note que « l'évolution de la situation politique vers la recherche du consensus tend à faire disparaître certaines pratiques. En dépit du fait qu'elles ont des activités et des stratégies politiques en commun, les « trois mouvances » risquent d'ici peu d'être dissoutes ou, du moins, elles tendent à se réduire à « deux mouvances ». Une délégation des partisans du précédent chef de l'Etat est en effet entrée discrètement en pourparlers avec les dirigeants de la Transition. La mouvance Ravalomanana risque de ce fait ne plus faire partie de la coalition des 3 mouvances. Seuls quelques irréductibles s'opposent encore au rapprochement en cours. Pour des membres de l'Escopol, « les trois mouvances tiennent un double langage : officiellement, elles annoncent qu'elles ne participeront pas aux activités unilatérales de la Transition et que ceux qui décident de s'y associer ne feront plus partie de leur groupement. Mais, officieusement, ils entrent discrètement et petit à petit au sein de la Transition sous une autre dénomination et finalement il ne reste plus que quelques personnes pour former les 3 mouvances ». L'accord politique d'Ivato avait commencé à provoquer des ralliements de chacune des 3 mouvances mais le mouvement s'est poursuivi et amplifié, notamment au sein de la mouvance Ravalomanana qui fait désormais cavalier seul, au risque de dérouter ses anciens partenaires.

Mutinerie de la BANI : lettre des inculpés aux ambassadeurs accrédités à Madagascar et au chef de file du comité de médiation auprès du GIC, Joaquim Chissano. Dans cette missive datée du 6 décembre, expédiée depuis la maison de force de Tsiafahy, trois officiers (le général Jean Heriniaina Raelina, le général Noël Girardin Rakotonandrasana et le colonel Assolant Coutiti) exposent leurs versions des faits et tentent de se justifier. L'objectif, selon les auteurs, était de « créer un climat d'apaisement au sein des Forces armées » et de « réconcilier les militaires de toutes sensibilités confondues », « tous les recours dans la recherche d'une solution de réconciliation au sein des Forces armées, partie prenante dans la crise politique actuelle, ayant été épuisés ». « Pourquoi les trois officiers n'ont-ils pas adressé leur lettre au magistrat en charge du dossier au lieu de l'envoyer aux diplomates ? », s'interroge *La Vérité*. Aucun diplomate n'aurait encore réagi.

Le souhait de la communauté internationale de barrer la route à la candidature d'Andry Rajoelina à la présidentielle provoque des réactions hostiles. La secrétaire nationale du parti présidentiel Tgv, Lanto Rakotomavo, a réagi contre l'exigence de mise à l'écart aux prochaines présidentielles du président de la Transition, ainsi que des trois anciens chefs de l'Etat. Elle a soutenu qu'il revient aux Malgaches et non à la communauté internationale de déterminer ceux qui ne pourront pas se présenter au scrutin présidentiel.

Le CST entend engager des tractations auprès de la communauté internationale afin de réintégrer Madagascar dans le concert des Nations. La campagne dénommée « *Reconnaissance internationale et Espoir pour Madagascar en 2011* », qui comprend plusieurs déplacements à l'extérieur, devait débuter mi-décembre mais son démarrage a pris du retard faute de financements. Des contacts ont néanmoins été pris avec les représentations des Nations Unies, de la Banque mondiale, du FMI et de l'UE. L'argumentaire préparé par la Commission « *International* » du CST a également été remis aux émissaires de la Sadc lors de leur récente mission par une délégation de l'Escopol.

Le ministre des Affaires étrangères, le vice-amiral Hippolyte Ramaroson, fustige la Sadc : « nous notons la mauvaise foi des médiateurs de la Sadc. Et ce, depuis un certain temps. La Sadc a voulu piéger tout le monde », a-t-il déclaré, faisant allusion à la stratégie de l'organisation régionale,

qui consiste notamment à intégrer les partis de l'opposition dans le processus transitoire, à élargir la composition du Parlement de la Transition et à obtenir la refonte de la CENI. Il accepte néanmoins de faire des concessions si les autres protagonistes et la communauté internationale reconnaissent le référendum du 17 novembre et acceptent de baser tout le processus sur celui-ci. Le ministre souligne l'importance qu'il accorde à la reconnaissance internationale mais « *nous ne devons pas faire de cette reconnaissance internationale une obsession. Les partenaires classiques ont maintenu leur soutien sur le plan social* », tout en avançant que « *des pays amis nous ont aussi soutenus et reconnus, comme la Turquie, l'Iran et Israël* ». Pour lui, ces pays partenaires de la Transition sont loin d'être « *des états voyous* », comme certains se plaisent à les qualifier. Il se déclare optimiste pour la suite du processus, observant que la position de la communauté internationale a évolué.

A l'invitation du député UMP Jean-François Mancel, Hilarion Emmanuel Rasamimanana, membre du Congrès de la Transition, a effectué une visite privée à l'Assemblée nationale française. Le député de l'Oise s'est rendu à Madagascar à plusieurs reprises. Fidèle supporteur du président de la Transition, il est parmi les rares parlementaires français qui défendent la démarche malgache-malgache de sortie de crise. Hilarion Rasamimanana, il issu du parti Tgv dont il préside le département Communication.

29 décembre : le Tim et la mouvance Ravalomanana rencontrent officiellement l'Escopol. Les deux parties manifestent leur volonté de collaborer. Un comité technique doit étudier les modalités techniques d'ouverture de la Transition à de nouvelles sensibilités.

La mouvance Ravalomanana et l'Escopol se sont rencontrés. Ils ont manifesté leur volonté de collaborer. Menées d'un côté par Mamy Rakotoarivelo, nouveau secrétaire général du Tim (et porte-parole temporaire de la mouvance en l'absence de Fetison Rakoto Andrianirina, incarcéré) et de l'autre par Alain Andriamizeza, président de commission du CST et leader de l'Escopol, les discussions avaient pour but « *de dialoguer et de concrétiser la volonté des deux parties à trouver une issue à la crise* », selon les déclarations des porte-paroles. « *Nous avons tous besoin de la mouvance Ravalomanana dans la résolution de la crise. [...] Nous avons voulu nous assurer que cette mouvance est vraiment prête à adhérer à la Transition. Nous avons aussi remarqué leur ouverture aux autres forces politiques et suggestions, afin de trouver une issue à la crise* », a déclaré Aimé-Charles Randriamorasata, porte-parole de l'Escopol qui précise : « *la mouvance Ravalomanana ne pose pas de conditions et n'exige pas de contrepartie irréalisable. Elle demande juste de ne pas faire de la simple figuration* ». Pour Alain Andriamizeza, « *nous ne devons plus parler de mouvances. Le plus important, c'est que les parties démontrent une réelle volonté de dialoguer* ». Un comité restreint va étudier les modalités techniques du schéma de la collaboration. Le quotidien *Les Nouvelles* note que la mouvance Ravalomanana semble vouloir prendre les devants par rapport à ses compagnons des deux autres mouvances qui semblent encore indécis. L'Escopol ne renonce pas à les convaincre. Un Escopol en position d'arbitre et qui joue maintenant le rassembleur en attendant de pouvoir rassembler aussi ses propres troupes après la crise interne qui les ont secouées dernièrement. La « *bataille des sièges* » au sein des deux chambres du Parlement de la Transition et du gouvernement d'union est à nouveau au centre des débats, comme ce fut le cas lors de la mise en œuvre des clauses de Maputo et d'Addis-Abeba. Elle a déjà été constatée au sein de l'Escopol avant Noël et pourrait aussi concerner les mouvances.

L'Onu soutiendra le processus électoral si toutes les parties impliquées dans la résolution de la crise reviennent à la table des négociations et obtiennent un consensus. Le coordonateur résident du Système des Nations Unies déclare : « *L'Onu soutient la Sadc sur le plan administratif et logistique dans la préparation de cette réunion qui devrait voir la présence de toutes les mouvances existantes, des autres forces politiques, des organisations de la société civile... Bref, de toutes les entités concernées. [...] Si consensus il y a à l'issue de cette rencontre, une feuille de route comprenant, notamment, le calendrier des élections devrait en découler. Par la suite, les Nations unies enverront une équipe d'évaluation pour la préparation et l'organisation du processus électoral en 2011* ».

30 décembre : poursuite du « remue ménage politique », sous l'effet supposé d'une pression accrue de la communauté internationale. L'Escopol en position de force de proposition.

L'Escopol rencontre les 3 mouvances. La fraction de l'Espace de concertation des partis et associations politiques (Escopol), conduite par Benjamina Ramanantsoa et Elia Ravelomanantsoa, a

été reçue par les représentants des mouvances alliées Ravalomanana, Zafy et Ratsiraka. L'Escopol a remis une proposition de résolution de la crise à laquelle les 3 mouvances répondront lors de leur prochaine rencontre⁵. Ange Andrianarisoa a déclaré qu'ils allaient remettre à Didier Ratsiraka le projet de résolution de la crise proposé par l'Escopol.

Une rencontre discrète a eu lieu entre l'UDR-C (dont fait partie le Tgv) et des responsables Tim de la mouvance Ravalomanana. Pour *Tribune*, cette rencontre incite à l'optimisme car l'UDR-C rassemble ceux que l'on présente généralement comme les « *durs* » de l'actuelle Transition. Les échanges de point de vue ont porté entre autres sur les mesures d'apaisement et sur les organes législatifs et exécutifs de la Transition. Le retour au pays de l'ancien président figurait parmi les sujets abordés. Mamy Rakotoarivelo a affirmé que ces tractations ont reçu l'aval de Marc Ravalomanana et qu'il lui rend compte régulièrement. Le Tim reste membre de la mouvance Ravalomanana. Le secrétaire général ajoute que son parti reste fidèle à ses principes et que les actions menées actuellement font référence aux consignes du Dr Leonardo Simao avant son départ de Madagascar. Mamy Rakotoarivelo estime que les politiciens autant que les citoyens devraient cesser de diaboliser systématiquement le régime Transitoire et de voir la situation d'un œil plus attentif à l'évolution de la situation. La presse observe effectivement que les rencontres officieuses, dialogues et rapprochements politiques se sont multipliés depuis le départ de la délégation de la Sadc. Des informations ont circulé selon lesquelles la communauté internationale exercerait des pressions accrues auprès des protagonistes de la crise, en contraignant ces derniers à hâter la relance du processus de négociation. Toutefois, les principaux concernés dans cette démarche affirment que leurs accommodements émanent de leurs propres initiatives.

Transition : l'ex-CSR-AN veut en faire partie. Se prévalant de son statut de « *témoin de l'histoire* » pour avoir organisé les Assises nationales et participé aux Conférences régionales et nationale, l'ex-Comité de suivi des résolutions des assises nationales (CSR-AN) a fait part de son souhait d'intégrer les institutions de la Transition. « *Parmi les membres de l'ex-CSR-AN figurent des personnes capables. Nous avons des ingénieurs, des juristes, des professeurs... Ils ont de l'expérience et peuvent apporter leur savoir-faire pour diriger le pays* », a fait valoir le président national, Samson Randriamboavonjy. « *Si on fait appel à nous, nous sommes prêts à participer à toutes les institutions de la Transition, qu'il s'agisse du gouvernement d'union nationale, du congrès, du conseil supérieur de la Transition, du comité de la réconciliation nationale ou de la commission électorale nationale indépendante* », a-t-il indiqué.

Détenus politiques : sur la demande de libération des détenus politiques formulée par l'opposition, le Premier ministre Camille vital a soutenu qu'« *il appartient à la justice de décider sur leur cas, à chacun ses responsabilités* ».

Les États-Unis en visite au ministère des Mines. Une forte délégation américaine s'est rendue au ministère et ont été reçus par le secrétaire général, le ministre étant en voyage à l'étranger. Aucune information n'a filtré de l'entretien. Cette démarche est diversement interprétée. Pour *L'Express*, ce serait le signe que les États-Unis sont revenus dans la course. Pour certains, il s'agirait même une d'« *une nouvelle forme de reconnaissance* » malgré les critiques acerbes proférées contre le régime mais le choix du ministère laisse perplexe. Dans le secteur des mines et des hydrocarbures, les États-Unis ont des intérêts particuliers, ne serait-ce que la multinationale Exxon Mobil qui mise beaucoup sur Madagascar. *La Gazette* note qu'« *une importante délégation composée des représentants d'Exxon Sterling Energy ont demandé le prolongement de leur licence d'exploration pétrolière à Madagascar auprès du ministre concerné au début du mois de décembre. Cette compagnie a promis d'investir à hauteur de 200 millions de dollars. Existe-t-il des liens entre les deux visites ?* ».

31 décembre : Marc Ravalomanana cautionne les démarches menées par Mamy Rakotoarivelo. Les formations politiques appelées à formaliser leurs propositions pour une nouvelle rencontre en janvier avec la médiation internationale.

Tim-UDR-C : négociations en bonne voie. Les points de vue semblent se rapprocher entre le Tim, proche de Marc Ravalomanana et l'Union des Démocrates et Républicains pour le Changement (UDR-C), au sujet de l'adhésion de l'ancien parti au pouvoir dans les institutions de la Transition. L'objectif du dialogue, qui serait en cours depuis mi-décembre, est de donner des responsabilités au

⁵ Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* » décembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/19/52/448497/60387180.pdf>

Tim. Dans une intervention téléphonique à l'adresse de ses supporters, l'ancien président déclare approuver la nouvelle stratégie de sa mouvance conduite par l'équipe du secrétaire général du Tim, Mamy Rakotoarivelo. Il déclare : « *Ils travaillent beaucoup et ils ne sont pas des traîtres. [...] Ce sont mes consignes* ». L'ancien président a assuré ses partisans qu'un gouvernement inclusif et consensuel verra le jour à l'issue des actuelles discussions malgache-malgaches, condition indispensable à une reconnaissance internationale. Cette mise au point mettrait donc un terme aux rumeurs de dissension au sein de la mouvance, dont les médias se sont largement fait l'écho ces dernières semaines. Il reste que certaines composantes de la mouvance, comme le MFM, ne se sont pas encore prononcées.

Un document de mise en œuvre de la sortie de crise en janvier ? Pour *Le Courrier*, une lueur d'espoir se confirme pour le dénouement de la crise politique. Chaque formation devrait élaborer pour début janvier un document technique formalisant ses propositions pour la mise en œuvre d'une transition consensuelle et inclusive. Ces documents seraient présentés aux émissaires de la SADC qui seront de retour au pays en début d'année pour une mission d'évaluation. La médiation internationale s'efforcerait alors de rapprocher les propositions afin de trouver un consensus.

Akfm : « Non au parachutage du président ». Le président du parti a lancé une sérieuse mise en garde à l'encontre de la communauté internationale au sujet de la feuille de route qu'elle tenterait d'imposer et qui préconise d'interdire la candidature à la présidentielle des quatre chefs de files de mouvances. Il estime que depuis l'établissement de la IV^{ème} République, la communauté internationale n'a plus aucune légitimité pour interférer dans les affaires nationales. La France et les Etats-Unis sont suspectés de vouloir « *parachuter* » le candidat de leur choix à travers des fraudes électorales. « *La tolérance a ses limites* », martèle-t-il.

La demande de liberté provisoire pour Fetison Andrianirina, Zafilahy Stanislas et Edouard Tsarahame a été refusée pour la 5^{ème} fois. Leur procès est fixé au 25 janvier.

DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE

Liberté de la presse : les États-Unis interpellent la HAT. L'ambassade américaine interpelle les autorités sur les exactions et entraves à l'encontre de la presse. Par le biais de Brett Bruen, conseiller en communication et affaires culturelles, Washington fait part de ses préoccupations concernant la liberté de la presse et d'expression ainsi que les répressions politiques et civiques dans la Grande île. « *Madagascar a régressé par rapport aux années précédentes* », fait-il remarquer. « *Actuellement, la Grande île figure parmi les pays où la liberté de la presse et d'expression est au plus mal, entre autres la Russie, les pays du Maghreb, le Moyen-Orient ainsi que l'Europe centrale et de l'Est* ». Le porte-parole interpelle officiellement la HAT sur les contraintes que subissent les journalistes dans l'exécution de leur profession. « *La fermeture et les menaces de fermeture d'organes de presse, surtout ceux de l'opposition sont très préoccupants. Au vu de ces incidents, le rapport de « Freedom of the press 2010⁶ » démontre la détérioration de la liberté de la presse à Madagascar. Nous lançons un appel au régime de la HAT, à ses forces de l'ordre et aux autres acteurs de cesser toute intimidation ou censure à l'endroit de la presse* ». (02/12)

Droit à un procès équitable : les États-Unis saisissent aussi l'occasion pour plaider la cause des dirigeants de l'opposition emprisonnés. « *Nous sommes préoccupés par le harcèlement constant contre les dissidents politiques, et nous tenons à rappeler à la HAT ses obligations de respecter les droits de l'Homme, y compris les libertés de rassemblement, le droit à la liberté par rapport à l'arrestation ou détention arbitraire, ce que certains appellent détention préventive* ». Brett Bruen dénonce en particulier l'arrestation des dirigeants de l'opposition mi-novembre. « *Ils ont été détenus plusieurs jours dans un endroit inconnu, sans avoir accès à un conseil légal* ». Pour les États-Unis, la résolution de la crise « *ne peut se faire dans la situation de peur et de menace actuelle* ». Et de proposer comme solution « *un dialogue inclusif, consensuel et démocratique* ». L'ambassade américaine à Madagascar compte poursuivre ses missions d'observation de ce qui se passe au niveau des droits de l'Homme. Pointée du doigt, la Présidence tient à réagir à cette interpellation : «

⁶ Cf <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=22&country=7867&year=2010> :

"Madagascar's political rights rating declined from 4 to 6 and its civil liberties rating from 3 to 4 due to President Andry Rajoelina's unconstitutional rise to power, the suspension of the parliament, the repression of opposition protests, and limitations on press freedom, including the closure of opposition media outlets".

Toute personne peut s'exprimer et dire ce qu'elle veut, qu'elle soit malgache ou étrangère. En revanche, ce qui est dit n'est pas forcément vrai » Le Ministre de la communication, Malazarivo Félix, a affirmé que « *les Etats-Unis sont mal placés pour parler de droits de l'Homme* ».

Commentaire du *Courrier* : « *Une bien belle envolée pour la démocratie et pour le respect des droits humains, s'il en est, mais qui hélas, part en fumée quand on se rappelle le silence complice et complaisant des Américains, "grands défenseurs de la Démocratie", devant les mêmes faits mais perpétrés par l'ancien régime. Arrestation sur la base d'accusation montée de toutes pièces, interdiction de réunion publique et politique, répression armée, emploi de mercenaires étrangers, enrôlement de milice au sein de l'armée régulière, et on en passe. L'ambassadeur des USA, Niels Marquardt, a été le témoin privilégié de ces actes sans que lui, et encore moins son entourage, n'ait émis une quelconque condamnation* ». (02 & 03/12)

La ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, l'affirme, il n'y a aucun détenu politique à Madagascar. Interrogée sur la situation qui prévaut actuellement dans les prisons et les maisons d'arrêt, elle note que tous les détenus actuels sont des détenus de droit commun. Certains ont été condamnés pour des infractions civiles ou pénales. D'autres sont des prévenus qui attendent leur procès. « *En tout cas, il n'y a aucun détenu politique. Le fait de dire qu'on a des détenus politiques tient tout simplement au statut des intéressés. Ils sont des hommes politiques mais la notion d'infraction politique n'existe pas. Tous les concernés par les dossiers que nous avons évoqués tout à l'heure sont des prévenus accusés ou soupçonnés d'avoir commis des délits et crimes de droit commun. Une tentative de coup d'Etat et une mutinerie peuvent avoir des dessous politiques, mais ce sont des actes qualifiés de crimes au regard de la loi et donc passibles de sanctions* ». Elle indique que tous les grands dossiers de 2010 seront traités en priorité à la prochaine rentrée judiciaire. Parmi ces dossiers, il y a notamment les affaires « *Mahazoarivo* » [tentative de prise de la Primature] (18 avril), « *FIGN* » (20 mai) et « *BANI* » (17 novembre). La ministre précise qu'à l'exception de l'affaire de la FIGN dont le procès a été reporté, les dossiers relatifs aux deux autres affaires viennent d'être clôturés et sont déposés devant les juges concernés. (31/12)

La Justice, une institution très critiquée. « Ces critiques sont des plus normales et cela ne devrait point étonner », déclare la ministre de la Justice. « *La justice est l'institution la plus critiquée de par le monde. A chaque décision de justice rendue, il y aura toujours des insatisfaits et des mécontents qui vont évoquer, par exemple, des dessous de corruption car ils n'ont pas eu gain de cause. Certains vont aussi imaginer des pressions qui pourraient être faites sur les juges à travers des interventions de certaines hautes personnalités. Mais il faut gérer tout cela et au niveau du ministère, nous suivons de très près toutes ces doléances, surtout en ce qui concerne les décisions entachées de corruption. C'est pour cela que des magistrats ont été traduits récemment devant le conseil de discipline du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Ils étaient 4 dont 3 ont dû être révoqués définitivement. A part cela, une dizaine d'autres magistrats sont également passés devant le conseil de discipline soit pour abandon de poste, soit carrément pour incompétence car il se trouve effectivement que certaines décisions rendues ne sont pas conformes à la loi* ». (31/12)

Christine Razanamahasoa reconnaît qu'il y a actuellement une véritable surpopulation carcérale, surtout à Antananarivo. Elle note que cela est notamment dû à une recrudescence inquiétante des infractions. Actuellement, cette population se chiffre à 18.487 dont 718 femmes, 18 jeunes filles et 424 garçons mineurs. Face à cette surpopulation, la ministre indique que les efforts du ministère sont orientés vers une humanisation de la détention. Des actions sont menées pour la réinsertion sociale des condamnés dont certains sont envoyés dans des camps pénaux, d'autres libérés sous condition et certains bénéficient de mesures de remise de peine décidées par le chef de l'Etat. Parallèlement à ces efforts pour la diminution des effectifs, un programme de réhabilitation des prisons et des maisons d'arrêt est prévu afin que chaque détenu puisse bénéficier d'un minimum d'espace avec les conditions nécessaires et minimales de respect des droits humains. (31/12)

Droits de l'homme : Madagascar dans la catégorie à haut risque. A l'occasion du 10 décembre, Journée Internationale des Droits de l'Homme, le cabinet international Maplecroft publie pour la 5ème année consécutive un atlas 2011 des risques de non respect des droits de l'homme dans le monde⁷. Madagascar est classée 69ème sur 196 et se trouve dans la catégorie des pays à haut risque. L'atlas calcule le risque de complicité de violations des droits de l'homme et évalue les pays sur leurs performances à travers 30 catégories de droits couvrant la sécurité humaine, les normes du travail et

⁷ Human Rights Risk Atlas 2011 - <http://www.maplecroft.com/themes/hr/>

de protections, les droits civils et politiques et l'accès aux recours. Aucune précision n'est encore disponible sur la Grande Ile en ce qui concerne son rang, mais selon le rapport la situation des droits de l'homme se détériore dans le monde entier. « *Il ya maintenant 92 pays dans les catégories du risque « élevé» et «extrême», comparativement à 83 l'an dernier, soit une hausse de près de 10%.* » (10/12)

Nosy Be : quand le déclin économique mène à la prostitution. 8% de la population dans l'industrie du sexe. Dans « *l'île aux parfums* », c'est probablement le programme d'ajustement structurel dans les années 90 qui, avec les licenciements à grande échelle qu'il a provoqués, a entraîné l'essor de la prostitution à l'usage des étrangers. Lors de la fermeture de la distillerie de rhum par exemple, « *environ 1.300 personnes ont perdu leur emploi et si vous estimez que chaque employé à cinq personnes ou plus à charge, vous pouvez voir les effets* », a déclaré Jocelyn Gabriel, membre du réseau de protection qui lutte contre le travail sexuel. Un autre phénomène a accéléré les choses : en 1990, le gouvernement a accordé un contrat de pêche au thon à une entreprise japonaise, amenant plus de 20 chalutiers dans les eaux poissonneuses de l'île. « *Les pêcheurs japonais avaient de l'argent et c'est là que la prostitution à grande échelle a débuté* », a dit à l'IRIN Jocelyn Gabriel⁸. (02/12/)

Tourisme sexuel impliquant les enfants : vers une lutte mieux coordonnée. Un comité interministériel est mis en place et un plan d'action national est validé. Pour la ministre du Tourisme, Irène Andreas, « *ce fléau risque de nuire à la destination Madagascar* ». Outre le développement du tourisme, d'autres secteurs d'activités - grandes entreprises minières, exploitation pétrolière, grands travaux routiers - peuvent aussi favoriser le tourisme sexuel impliquant les enfants. (09/12)

Viols de mineurs en recrudescence. Les cas de viols dans les bas quartiers de la capitale sont en recrudescence, selon les données enregistrées par l'ACAT-Madagascar. La majorité des victimes sont des enfants. (16/12)

« **La traite existe encore à Madagascar** », selon Lucien Rakotoniaina, directeur des Droits humains et des Relations internationales du ministère de la Justice. « *Il existe plusieurs formes de traites, et les femmes et les enfants en sont parfois les victimes. Certains parents et tuteurs sont la source de cet acte, car ils obligent des mineurs à se prostituer afin qu'ils, ou elles, puissent leur procurer de l'argent. C'est un peu par la ruse, car certaines personnes font du chantage en menaçant ces mineurs de trouver de l'argent s'ils veulent continuer leurs études, par exemple. Des parents obligent leurs enfants à travailler loin et les conseillent de ne pas se plaindre, même s'ils rencontrent des problèmes. Il y a, de même les maris qui obligent leurs épouses à trouver de l'argent. [...] Le ministère de la Justice a mis en place, depuis 2006, une stratégie fiable. Avec ses partenaires, il arrive à sensibiliser les autorités et les organes à la source du respect des droits de l'homme. Il incite aussi les gens à éliminer, voire à éradiquer, la discrimination à l'encontre des femmes. Cela réussira par le biais de la lutte contre la violence envers les femmes et les enfants* ». Lucien Rakotoniaina compte aussi sur la mobilisation des citoyens pour dénoncer les actes considérés comme illicites. (14/12)

Scandale et mauvais traitements dans une secte à Antananarivo. Une vidéo tournée dans les locaux de l'Eglise FPVM (Nouvelle Eglise protestante de Madagascar) a circulé sur les sites Internet malgaches et a été mise en vente. Montrant des images obscènes, la vidéo a fait couler beaucoup d'encre, contraignant le Premier ministre à intervenir pour annoncer de sévères sanctions à l'encontre des auteurs des mauvais traitements. Les femmes livrés en pâture et filmées dans une prétendue séance d'exorcisme, se seraient rendues coupables de vol du denier du culte. L'affaire a pris une dimension politique. La FPVM, aile dissidente de l'église protestante de Madagascar, a été fermée par l'ancien président en 2005 pour trouble à l'ordre public. Elle a été rouverte à l'arrivée d'Andry Rajoelina au pouvoir. Le GTT International, lié à la mouvance Ravalomanana, est mis en cause pour la diffusion de la vidéo, que certaines sources attribuent à un homme politique proche de la mouvance Zafy. Quoiqu'il en soit, ce scandale soulève la question du danger des dérives sectaires à Madagascar où les associations religieuses en tous genres pullulent. (30/12)

Travailleuses au Liban. Trois jeunes femmes employées au Liban ont été déclarées décédées depuis le mois de septembre. Le dernier décès est survenu le 28 novembre. . Le corps a fait l'objet

⁸ Cf l'article intégral d'IRIN sur le blog Justmad, « *articles remarquables* » décembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/82/02/448497/59562984.pdf>

d'une autopsie qui a révélé de nombreuses traces de violences. Pour le syndicat professionnel des travailleurs sociaux (SPDTS), les cas de maltraitance ne cessent d'augmenter. A ce jour, 542 employées expatriées sont revenues à Madagascar, tandis que 483 ont fait une demande de rapatriement, précise une assistante sociale du syndicat. L'idée du gouvernement de rapatrier des employés par la mobilisation d'un avion spécial ne s'est pas encore concrétisée. Seules 52 demandes sont en contact avec le syndicat qui prend en charge l'accompagnement juridique et social des victimes. Le Congrès de la Transition aurait l'intention de se saisir du dossier. La ministre de la Population a annoncé qu'une délégation s'est rendue au Liban. La diaspora malgache sur place suit de près cette affaire, dont on déplore qu'elle n'intéresse pas les organisations de défense des droits de l'Homme. (04, 05, 09/12)

Justice et Paix se préoccupe du sort des employées malgaches au Liban. Le père Thierry Raharison a représenté l'association au Sommet de l'organisation qui s'est tenu au Vatican. Le cas des travailleuses malgaches au Liban a été évoqué. Le patriarche libanais suggère que les deux pays coopèrent pour obtenir le démantèlement des réseaux de recrutement. (17/12)

Droits des migrants : le syndicat des professionnels diplômés en travail social (SPDTS) tire la sonnette d'alarme. Madagascar fait partie des pays qui n'ont pas encore signé la Convention relative à la protection des droits des travailleurs migrants et de leurs familles. Le SPDTS profite de la Journée internationale des migrants pour alerter sur l'ampleur de la maltraitance des Malgaches à l'extérieur. Depuis 1990, les Malgaches n'ont pas été épargnés par les mouvements migratoires associés au trafic de personnes à l'échelle internationale. Comme bon nombre de pays, Madagascar est dépourvu de mesures spécifiques qui lui permettraient de traiter efficacement ces situations, le pays n'ayant pas signé la convention relative aux droits des migrants adoptée en 1990. Beaucoup de Malgaches, parmi lesquels des mineurs, migrent vers d'autres pays (Maurice, Seychelles, Koweït, Liban, Egypte...) et dans la plupart des cas, ils sont victimes de la maltraitance et/ou de la traite des personnes. La Convention relative aux droits des migrants n'est entrée en vigueur que le 1er juillet 2003. A ce jour, 27 Etats l'ont ratifiée, seulement des pays d'émigration et aucun des pays les plus industrialisés. (17/12)

LGBT : aux Nations Unies, Madagascar s'associe à 78 pays pour atténuer la formulation d'une résolution protégeant ces personnes contre les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Le site *Le Post.fr* révèle que la Troisième Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies compétente sur les questions sociales, humanitaires et culturelles a retiré le terme « *orientation sexuelle* » d'une résolution protégeant les personnes contre les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Cette rectification remplace les mots « *toute raison discriminatoire, incluant l'orientation sexuelle* » par « *les raisons discriminatoires de tout genre* ». Elle a été adoptée à une majorité de **79 voix (dont celle de Madagascar)** contre 70, avec 17 abstentions et 26 absents. Au cours de la dernière décennie, la résolution avait ajouté « *l'orientation sexuelle* » à la liste des motifs de discrimination sur la base desquels des meurtres sont souvent perpétrés. La précision retirée faisait partie d'une liste non-exhaustive de catégorisation des divers groupes de personnes particulièrement visés par des assassinats. Elle comprenait également les personnes assimilées à des minorités nationales ou ethniques, religieuses ou linguistiques, et celles agissant pour la défense des droits humains. Le Maroc, représentant l'OCI, et le Mali, représentant le groupe des Etats africains, ont soutenu la proposition de retrait. (16/12)

Réduction de la mortalité des enfants : difficile d'assurer les OMD⁹. A Madagascar, au début des années 1990 (1990- 1993), la probabilité de décéder avant le 5e anniversaire, est de 166‰. Les OMD ont fixés comme objectif un taux de 56‰ en 2015. Le taux de mortalité infanto-juvénile a diminué depuis 1990 mais il reste élevé : il était de 118‰ pour la période 1999-2003 et de 72‰ en 2004-2008. Faute d'un bon enregistrement statistique, on ne connaît pas pour l'ensemble de l'île la répartition des décès des enfants par cause. A l'inverse, dans la capitale, l'état civil fonctionne bien, tous les décès sont enregistrés et les causes identifiées. On sait donc qu'entre 1989-1991 et 2002-2003, la mortalité infanto-juvénile a diminué (de 125 à 65‰) et que cette diminution s'est accompagnée d'une réduction spectaculaire des diarrhées comme cause de décès (-74%). En 2001-2003, les principales causes de décès des enfants de 1 à 5 ans dans la capitale sont les carences nutritionnelles (29%), les pneumonies, les gripes et infections respiratoires (21%), les diarrhées (14%), les traumatismes (11%) et le paludisme (10%). Pour que la mortalité des enfants continue à baisser, il faudrait une réduction significative des prévalences de malnutrition : on estime à partir des données de l'enquête

⁹ Cf blog Justmad « *articles remarquables* » décembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/62/08/448497/59909690.pdf>

EDS de 2003-2004 que, 41% et 9% de tous les décès des enfants de moins de 5 ans à Madagascar étaient respectivement dus à la malnutrition modérée et à la malnutrition sévère.

Droits de l'Homme à insérer dans les programmes scolaires. A l'occasion de la célébration du 62^{ème} anniversaire de la DUDH, les Ong et associations œuvrant pour la promotion des droits de l'Homme ont organisé des rencontres afin de consolider leurs liens. Parmi les thèmes retenus : la non-discrimination et la politique de réinsertion sociale des ex-détenus. Rasamoely Andrianirainy du Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant propose d'insérer la notion de droits de l'Homme dans les programmes scolaires. *La Gazette* rappelle que l'ACAT est implantée à Madagascar depuis 1997 et possède 4 antennes régionales. L'association propose une aide particulière aux populations vulnérables. (09/12)

Indice du développement humain (IDH) : Madagascar en chute libre. Classé 135^{ème} sur 169, (en recul de 2 places par rapport à 2009) Madagascar a connu une baisse significative de son IDH. Les données du rapport sur le développement humain 2010 indiquent que le pays fait désormais partie du groupe à IDH faible, alors qu'il appartenait l'année dernière au groupe des pays à IDH moyen. Il est ainsi passé de 0.543 à 0.435. Le revenu national brut par habitant est passé de 1450 dollars en 2008 à 953 dollars en 2010. La perte de dizaine de milliers d'emplois suite à la crise explique cette évolution. « *Les crises institutionnelles récurrentes ont aggravé les inégalités à Madagascar* », a mentionné Fatma Samoura, représentant résident du PNUD et Coordonnateur du système des Nations unies. A noter toutefois que l'espérance de vie est passée de 56,2 ans à 61,2 ans de 2008 à 2010, grâce à l'amélioration du système de santé et à l'aide constante des Ong. *Madatimes* note cependant que ce rapport 2010 repose sur des statistiques de 2008 et qu'il ne prend donc pas en compte les impacts de la crise politique. On peut donc s'attendre à une nouvelle régression dans le rapport 2011. (08/12)

Lutte contre la corruption : des jeunes plutôt pessimistes. Les jeunes sont conscients de leur rôle dans la lutte contre la corruption. Mais dans l'état actuel des choses, cela leur paraît difficile. Une série de conférences-débats a été organisée par le Bianco dans le cadre de la Journée mondiale de la lutte contre la corruption. Le thème d'une conférence portait sur la contribution que pourraient apporter les jeunes dans ce combat. « *Il appartient à vous, les jeunes, de lutter, déjà, contre la corruption. Même si vos parents vous incitent à le faire, vous devez les en dissuader. Ce serait bien, si vous preniez votre responsabilité* », a déclaré Jean-Eric Rakotoarisoa, enseignant-chercheur à l'université, dans son intervention devant le club anti-corruption d'un lycée de la capitale. Les jeunes ont fait part de leur pessimisme : « *ce sont surtout ceux qui luttent contre la corruption qui sont corrompus* », déplore l'un de ses membres. Objectif du Bianco dans ses rencontres avec les jeunes : « *développer le refus de la corruption en inculquant une culture d'honnêteté* ». (09/12)

Déclaration de patrimoine : les ministres ne montrent toujours pas l'exemple. Seuls 4 d'entre eux sur la vingtaine en exercice ont déclaré leur patrimoine au Bianco au cours du premier semestre. D'après les dernières statistiques publiées par le bureau, 7 d'entre eux ont actuellement effectué la démarche. (14/12)

ACTUALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

Plus de 2.150 tonnes de denrées alimentaires envoyées par les Etats-Unis ont débarqué au port de Toliara. Cette livraison permettra de nourrir plus de 200.000 habitants du Sud de l'île. Rudolph Thomas, directeur général de l'USAID a annoncé que cette année son pays a octroyé plus d'aide à Madagascar que par le passé pour faire face à la situation de disette. (03/12)

53 communes du Sud touchées par la famine. 720.000 personnes menacées. Le PAM et l'ambassade de France lancent un appel de détresse. Selon la représentante du PAM, « *même les communes considérées comme greniers, dans le sud, sont aujourd'hui frappées par l'insécurité alimentaire* ». Et ce nombre risque encore d'augmenter avec la période cyclonique. « *On assiste à une catastrophe silencieuse dans le Sud. Même si on ne l'entend pas à Antananarivo, c'est une réalité* », révèle l'ambassadeur de France, Jean-Marc Châtaigner. Les habitants commencent à recourir à des solutions à court terme. Ils consomment actuellement leur semence, mais aussi des aliments de disette, non appropriés, qui pourraient avoir des conséquences néfastes à leur santé. Cette situation

préoccupe énormément le PAM. Depuis le début de la période de soudure, en septembre, le programme fait face à un manque de ressources disponibles. Le nombre des victimes de la famine a en effet augmenté de 200.000. De son côté, la France a mobilisé le comité interministériel de l'aide alimentaire (CIAA). Ainsi, en 2010, l'aide alimentaire française a atteint 1,6 millions d'euros, contre environ 1,35 millions d'euro par an depuis 2005. L'aide financière de la France est injectée dans le fond du PAM, qui, par la suite, relayera les activités à travers les partenaires techniques et Ong locales comme le Saf-Fjkm, les Croix Rouges malgache et française ainsi que le GRET Nutrivad. Cette famine est engendrée par la sécheresse qui frappe la zone, depuis deux ans. « *La paupérisation est accentuée par le changement climatique* », explique le président de la Croix Rouge malgache. (07/12)

Commentaire de L'Express : « *Il a fallu que ce soit des étrangers qui tirent la sonnette d'alarme sur la famine « traditionnelle » due à la sécheresse qui sévit dans le Sud. Il est vrai qu'après le référendum, l'heure est à la fête, qui plus est à quelques jours de la Nativité, qui est aussi celle de la IVème République. Comble d'ironie, la disette est mise à profit pour signaler la présence internationale, le réchauffement diplomatique dans cette crise. À en juger par les montants énoncés, il faut dire que cette pauvreté aurait dû être vaincue depuis qu'on reçoit bon an mal an des millions de dollars rien que pour l'humanitaire. Quand on sait qu'il a suffi à la HAT des 100 millions de dollars des Chinois de Wisco pour entamer divers projets sociaux, on se demande pourquoi on reste toujours dans ce borbier avec cette somme colossale. Il faut dire aussi qu'on n'a jamais eu une réelle volonté d'en finir avec cette inanition séculaire. Cela a toujours été l'affaire des bailleurs de fonds et des pays étrangers. Chose curieuse, la population de l'Androy a établi un record de participation et de suffrage du OUI au dernier référendum. C'est un OUI à la fatalité ou à la résignation ? La faim justifie-t-elle les moyens ? » (07/12)*

AFD : plus de 4 millions d'euros de soutien aux Ong. Dans le domaine de l'appui aux initiatives des Ong françaises, Madagascar est le 3ème pays le plus financé en Afrique par l'AFD (Agence française de développement) après le Mali et le Sénégal. Au total, depuis 2009, 12 Ong françaises intervenant à Madagascar ont bénéficié d'un appui pour un total de 17 projets. L'AFD soutient 9 initiatives Ong à Madagascar, inscrites en tant que projets de terrain ainsi que 2 projets s'inscrivant dans la cadre de la Facilité d'Innovation Sectorielle pour les Ong pour un montant total de près de 11 millions Ar (environ 4 millions d'euros). A cela, s'ajoutent 8 conventions-programmes multi-pays dont Madagascar constitue l'une des zones d'interventions. En 2009, l'AFD a lancé une évaluation des projets soutenus par l'aide publique au développement française. Madagascar a été choisi comme pays pilote et 15 projets, couvrant un large spectre de thématiques, ont pu ainsi être examinés. A ce titre, l'AFD a organisé une restitution finale de cette étude le 15 novembre à Antananarivo. (07/12)

Le programme d'Appui aux communes et organisations rurales du sud (Acords) prend fin, faute de financement. L'UE a suspendu le budget pour l'un de ses plus grands projets qui fonctionnait depuis 6 ans. Cette décision est la conséquence de la suspension des financements du 10^{ème} FED. « *Nous procéderons à la clôture financière du programme durant l'année 2011. La suite dépendra de l'évolution de la situation et de la décision de l'UE* », déclare Claude Rakotoarisoa, coordonateur national du programme. 266 communes étaient concernées, dans 9 régions du sud, les plus défavorisées de l'île. Si la crise perdure, la plupart des anciens projets qui se poursuivent encore devront également s'arrêter. Mi-2010, le reliquat de l'aide européenne à Madagascar avoisinait les 80 millions d'euros. (15/12)

Campagne de lutte contre le Sida compromise par la suspension des financements de la Banque mondiale. Le problème est de taille, évoque un responsable, car depuis la suspension de des aides, il n'y a plus de sensibilisation ni de grande campagne de lutte. L'État, avec le concours de quelques Ong, ne fait que prendre en charge les soins des personnes vivant avec le VIH. En outre, les approvisionnements en nourriture et produits laitiers de ces malades se font très rares et ne dépendent que des œuvres de bienfaisance. Les Unités de coordination régionales en matière de lutte contre le sida, financées depuis 2007 par la Banque mondiale, ont été supprimées, sauf pour la région Atsinanana. Les régions n'ont pas les moyens de faire face. (22/12)

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement¹⁰

L'uranium, objet de convoitises. « *Le problème relatif à la ressource pétrolière, la fluctuation du prix et la diminution de sa quantité, réoriente la politique mondiale en matière de ressource énergétique. L'on se tourne, de plus en plus, vers l'utilisation des ressources nucléaires. La qualité du minerai uranifère de Madagascar attire plusieurs sociétés étrangères. En effet, la teneur du minerai de 30 % est assez élevée* », révèle Joël Rajaobelison, directeur technique et directeur du développement de l'Institut national des sciences et techniques nucléaires. « *Les compagnies sont de nationalités diverses. Celles d'origine canadienne, britannique, française, chinoise et indienne effectuent actuellement l'exploration, dans nos murs. Deux d'entre elles vont passer dans la phase d'exploitation prochainement* », souligne-t-il. Une fois exploitée, ce sera le Sud de Madagascar qui bénéficiera, en premier, de cette richesse. « *De Vinaninkarena à Tolagnaro, la terre regorge d'uranium* », indique le spécialiste. (02/12)

Cinq contrats sur l'uranium annulés. L'État déclare vouloir assainir le secteur de la recherche et de la prospection minière pour éliminer les spéculateurs. L'État, à travers l'OMNIS et le ministère des Mines et des hydrocarbures, fait le point sur l'avancement des projets miniers. Il veut déterminer la réelle intention ainsi que la capacité technique et financière des investisseurs, en vue d'optimiser les impacts directs de ces projets sur la population et le développement du pays. 5 contrats de prospection d'uranium sont en voie d'annulation. Mais la mesure concernerait également le pétrole et le charbon. « *Nous allons distinguer les vrais investisseurs des simples spéculateurs. Des mesures d'incitations seront prises en faveur des premiers et l'État prendra les sanctions qui s'imposent à l'encontre de ceux qui font tout simplement de la spéculation* », avait déjà déclaré à plusieurs reprises Mamy Ratovomalala, ministre des Mines et des hydrocarbures. Cette décision serait prise face au nombre élevé de sociétés qui disposent de permis de recherche et de prospection alors que très peu de projets arrivent à la phase de développement. Certains promoteurs retardent les travaux par choix stratégique. Certaines compagnies pratiquent la fraude fiscale, avec des arriérés pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars. (03/12)

Prospection pétrolière : retour d'Exxon Mobil et de Sterling Energy. Ces deux compagnies américaines ont dépêché des émissaires pour négocier le prolongement de leur licence d'exploration qui a expiré en novembre. « *Ces compagnies vont négocier avec l'Office des mines et des industries stratégiques un avenant au contrat de partage de production. Ce dernier sera présenté au ministre pour étude afin d'apporter le maximum de retombée à la population* », précise-t-on du côté du ministère des Mines. Les compagnies avaient décidé de suspendre leurs activités à Madagascar en février 2009, en raison de la situation politique. Exxon Mobil était sur le point d'effectuer le premier forage exploratoire sur son bloc offshore, au large de Mahajanga. C'est ce forage en eau profonde que la compagnie veut relancer. Il nécessitera un investissement de 200 millions de dollars qui devra être précédé d'une étude préliminaire, concernant, notamment, la protection environnementale et les risques. (10/12)

Madagascar Oil annonce qu'elle a réussi à recueillir 80 millions de dollars lors d'une « Offre publique initiale » (IPO) sur le marché londonien ouvert aux petites entreprises, l'Alternative Investment Market (AIM). Ce financement sera consacré à la poursuite de son projet pilote d'injection de vapeur pour l'extraction du pétrole lourd sur ses 5 blocs de l'ouest de Madagascar (« *Tsimiroro* »). Madagascar Oil devra investir pas moins d'un milliard de dollars pour la mise en marche de son projet vers 2012. Tsimiroro est un gisement de sables bitumineux, forme semi solide de pétrole mélangé à de la terre dont le captage nécessite une forte consommation d'énergie. Les principales réserves de sables bitumineux dans le monde se trouvent en Alberta, au Canada, et font l'objet d'une campagne internationale de dénonciation par diverses organisations écologistes, rappelle *Mediapart* dans un article intitulé « *Total et l'or sale de Madagascar* ». Le site précise que Madagascar possède un autre gisement de pétrole non conventionnel, encore plus grand, Bemolanga, opéré par le français Total, qui en possède 60% - achetés pour 100 millions de dollars, ce qui donne une idée de sa valeur commerciale potentielle. Les opérations de forage de Bemolanga ont démarré en juillet 2009. (11 & 14/12)¹¹

Madagascar Oil inquieté sur ses licences pétrolières. Moins de trois semaines après son « IPO » sur le marché londonien, Madagascar Oil a demandé la suspension de sa cotation. En cause, un entretien avec le ministre des Mines et des Hydrocarbures, Mamy Ratovomalala, au cours duquel le ministre aurait déclaré que l'État voulait racheter les licences dont bénéficie Madagascar Oil. Selon certaines sources proches du ministère, la valeur des actions de Madagascar Oil et le potentiel

¹¹ Cf blog Justmad « *articles remarquables* » décembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/51/08/448497/60127983.pdf>
Et <http://storage.canalblog.com/66/03/448497/60128257.pdf>

économique réel des champs alloués à la compagnie laissent penser que l'État malgache se retrouve avec un gros manque à gagner et aurait intérêt à racheter les licences. Le champ de Bemolanga, dont l'exploitant principal est Total, ne serait pas concerné. Mais les blocs pétroliers de Mahajanga, Manambolo, Morondava, Manandaza et surtout de Tsimiroro seraient remis en cause. Et selon Madagascar Oil, il n'y a aucune garantie que le prix que l'État malgache serait prêt à lui reverser reflèterait leur valeur économique, d'où la décision de suspendre la cotation des actions. La compagnie estime cependant que sa position est solide d'un point de vue légal, et affirme qu'elle défendra vigoureusement ses droits. Selon *Tananews*, les dites licences seraient par la suite transférées à un consortium d'opérateurs asiatiques. (24/12)

23 blocs pétroliers font l'objet d'un audit gouvernemental depuis le mois d'août, annonce L'Express. Seraient pris en compte les aspects techniques et financiers, afin de déterminer si les travaux effectués correspondent aux attentes. Parmi les 23 blocs, il y a par exemple Tullow Oil, le groupe Essar et bien évidemment Madagascar Oil. Pour ce dernier, l'audit prendra fin d'ici un mois et c'est après le rendu des conclusions que l'on saura si l'État rachète ou non la licence. Tous les autres blocs pourraient faire l'objet de la même décision. Certains commentateurs croient déceler dans ces décisions un retour en force du dirigisme étatique, prôné voici quelques mois par des économistes proches du pouvoir. (27/12)

Total annonce avoir achevé sa première campagne de forage engagée sur le gisement de grès bitumineux de la région du Melaky. En tout, 130 puits ont été creusés pour prélever des échantillons destinés aux analyses. Total entame actuellement l'interprétation des données, qui pourrait durer jusqu'en juin 2011. C'est à partir de là que l'on saura si le pétrole de Bemolanga est exploitable. Si les résultats des études s'avèrent concluants, une deuxième campagne de 400 forages démarrera, sur une période de 2 à 4 ans durant laquelle un premier essai de production à petite échelle appelé « *essai pilote* » sera effectué. La compagnie française prévoit de dépenser 100 millions de dollars pour ces explorations. Une fois prise la décision d'exploitation, un fonds de 6 à 10 milliards de dollars devrait être déployé pour la construction des infrastructures de production. Le gisement pourrait produire 200.000 barils par jour pendant 30 ans. Le pétrole serait exporté en brut et raffiné dans un pays autre que Madagascar. (23/12)

Trafic de bois de rose : encore un ressortissant chinois impliqué. Malgré les déclarations rassurantes et les mesures prises par les autorités, *La Vérité* note que l'exportation illicite de bois de rose continue. Un ressortissant chinois résident à Madagascar mais ayant une société basée en Chine, a pu faire sortir clandestinement 6 conteneurs. Ses marchandises ont été interceptées dans un port étranger grâce aux requêtes de la partie malgache. (07/12)

Les trafiquants changent de port. 90 containers de bois précieux dont du palissandre et du bois de rose ont été exportés illicitement à partir du port de Mahajanga vers des pays de l'Asie en novembre. Deux navires, appartenant à une compagnie européenne pour l'un et à une compagnie malgache pour l'autre ont été utilisés. L'opérateur étranger, propriétaire de ce bois de rose, auraient obtenu l'autorisation des autorités pour exporter le bois précieux, selon des sources qui ont requis l'anonymat. L'information a reçu un démenti formel du service de presse du ministère de l'Environnement et des Forêts. 64 conteneurs de palissandre et de bois ordinaire ont été expédiés depuis ce port mais en toute légalité, affirme le ministère. Il s'agissait de bois travaillés, seuls admis à l'exportation. Le général Raveloharison Herilanto, ministre de l'Environnement et des Forêts, s'est néanmoins déplacé à Mahajanga pour une séance de renforcement du système de contrôle de la circulation des bois précieux. Suite à cette visite, des investigations ont été menées par les autorités régionales, qui ont permis de mettre la main sur 49 conteneurs non déclarés. Le propriétaire ne possède pas d'agrément d'exportation. Le bois précieux a été saisi. Dans la foulée, deux camions transportant illégalement 186 rondins de palissandre ont été interceptés et le chargement placé sous séquestre. (09,10 & 24/12)

Un camion militaire chargé d'une cinquantaine de rondins intercepté par les forces de l'ordre de Tolagnaro. Il faisait, dit-on, parti d'un convoi de 5 à 8 véhicules qui avait rendez-vous avec un cargo, chinois. Après les Régions Sava, Analanjirifo et Antsiranana et les Comores, voilà la Région Anosy prise aussi dans la tourmente des trafics de bois précieux. (20/12)

Nouveau rapport inquiétant. Des sources indépendantes viennent de produire un nouveau rapport après une mission de surveillance de 7 semaines dans les parcs du Marojejy et du Masoala. Pour ce qui est du Marojejy, les observateurs ont constaté que les coupes s'étaient arrêtées, mais que les dégâts sont beaucoup plus importants que ce qui était estimé. Une piste de coupeurs de 10 km a été ouverte jusqu'au cœur du parc et sert aujourd'hui aux braconniers. La situation est plus alarmante encore dans le parc national du Masoala, où environ 10.000 personnes travaillent dans le bois de rose. « *On peut maintenant accéder en 4x4 jusqu'à l'embouchure des rivières où arrive le bois de rose*

», mentionne le rapport, dont les auteurs estiment que la coupe en 2010 n'a aucunement ralenti par rapport à 2009 et que les trafiquants espèrent pouvoir encore exploiter ce bois précieux durant 5 ans. « *Aujourd'hui les trafiquants en sont réduits à couper les troncs de moins de 20 cm, mais c'est encore rentable* », indique le rapport. Bien que les exportations soient effectivement interdites, le trafic est donc loin d'être terminé, ses organisateurs augmentant les stocks en attendant une possibilité de sortie. Selon un rapport du Samifin, 300 milliards Ar ont été blanchis en 2010 grâce au trafic de bois de rose. (29/12)

Bilan 2010 de la lutte contre le trafic de bois de rose : 5.000 rondins saisis (64 tonnes) et 250 arrestations, selon le ministre de l'Environnement. L'identité des inculpés reste encore secrète. Le ministère annonce que l'octroi de permis d'exploitation par voie d'adjudication a été renforcé pour tous les bois précieux. Le décret interdisant l'exploitation, le commerce et le transport de bois de rose reste en vigueur. En revanche, l'exportation de bois de palissandre travaillé est autorisée. (31/12)

300.000 ha de forêts disparaissent chaque année dans la Grande Ile. D'après les estimations, seules quelques réserves privées et parcs nationaux survivront dans 10 ans si les mesures de protection ne sont pas renforcées. (04/12)

Caritas : former et soutenir l'installation des agriculteurs migrants. Pour répondre aux besoins de jeunes ménages migrants sans terre, un programme de Caritas propose une formation agricole adaptée à l'environnement des régions de Kankaola et Ankazobe, un appui à l'installation des familles et le développement d'infrastructures collectives. Créé en 1987 par Caritas France en lien avec Caritas Madagascar, le Centre de Formation et de transit d'agriculteurs migrants (CEFOTAM), à Kankaola et à Ankazobe, apporte aux nouveaux arrivants une formation agricole et une aide à l'installation sur des terres non exploitées fournies par l'Etat. Il accueille chaque année une douzaine de famille, nombre réduit qui permet un véritable suivi sur la durée. Le projet participe au développement rural par une formation adaptée aux conditions environnementales et l'apprentissage de la gestion d'une exploitation : formation aux techniques agricoles, agroforesterie, reboisement d'essences et plantation d'arbres fruitiers, atelier mécanique pour la fabrication d'équipements, développement de la lombriculture, soutien au développement d'un grenier communautaire. Le CEFOTAM gère également un dispensaire et une école pour les familles. Le soutien à l'installation comprend une aide importante en termes d'expertise et de financement, en contrepartie d'objectifs concrets. (08/12)

Présence illégale de bateaux réunionnais dans 80% des zones de pêche de la côte est. Ils opèrent illégalement dans les zones réservées à la pêche traditionnelle durant la nuit et se retirent immédiatement à la moindre alerte, redoutant les interventions des vedettes des Centres de Surveillance de Pêche. Les petits opérateurs implantés sur le littoral malgache commencent à faire face à des problèmes inhérents à cette concurrence déloyale. La société Refrigépêche emploie 5.000 personnes tandis que l'association de pêcheurs « *Tazara* » compte 1.500 membres vivant de cette activité à Toamasina et Sainte-Marie. (08/12)

Ressources thonières surexploitées mais sans bénéfice pour le pays : 2 milliards d'euros par an pour 80% de la capture de thon dans l'océan Indien ou encore 20% des captures mondiales. C'est la valeur et le volume des thons pêchés dans le Sud-ouest de l'océan Indien, une région incluant entre autres Madagascar. Mais cette pêche ne rapporte pas grand-chose aux pays où ces espèces migratrices évoluent. A l'issue d'un atelier sur la gestion de la pêcherie thonière, le WWF déclare : « *Une mauvaise gouvernance est à relever au niveau des organisations nationales et régionales des pêches. L'accès libre a privé la plupart des pays et des communautés locales du droit de bénéficier et de gérer durablement leurs ressources halieutiques. La plupart des Etats côtiers et insulaires en voie de développement restent pauvres en dépit des vastes ressources qu'ils possèdent au niveau de leur ZEE* ». Toutefois, l'UE conclut régulièrement des accords de pêche avec des pays africains dont Madagascar, les Comores et des pays de l'Afrique de l'Ouest. Pour Madagascar, l'accord en cours porte sur 6 ans, de 2007 à 2012, pour une contrepartie financière annuelle de 1,2 million d'euros et la possibilité pour les pêcheurs réunionnais d'intervenir dans les eaux malgaches. Le WWF avance que les contreparties financières européennes sont dérisoires par rapport à la valeur des ressources pêchées. Les pêches illégales non reportées et non régulées dans la zone du Sud-ouest de l'océan Indien sont estimées à 15% des captures. (18/12)

Divers

« **Corruption : un passage obligé pour 70% des opérateurs étrangers** », titre *Midi*. Odon Raveloson, vice-président du FIVMPAMA a évoqué ce problème avec le Bianco dans le cadre de la célébration de la journée internationale de lutte contre la corruption. Les statistiques publiées sont alarmantes. En effet, 70% des opérateurs étrangers et 30% des opérateurs nationaux déclarent que la corruption est un passage obligé, d'après une enquête du Jeune Patronat de Madagascar (JPM). L'environnement politique est un facteur d'aggravation de la corruption dans la mesure où les centres de décision sont accaparés par des conflits d'intérêt. Il en découle que le secteur privé, pris en otage, s'expose lui-même à des tentatives de corruption politique dont il peut être victime, auteur ou complice. (07/12)

Déficit chronique du commerce extérieur. Le montant total du déficit de la balance commerciale en 2009 s'élève à 623,1 millions de DTS. Un déficit chronique observé depuis des décennies. Dans le contexte actuel, la situation se détériore davantage encore. Les produits venant de la Chine constituent la plus grande majorité des importations du pays, envahissant le marché, au détriment des produits des industries locales. (15/12)

La flambée du prix de riz devient préoccupante. Les cours mondiaux sont à la hausse suite aux inondations qui ont frappé le Pakistan cette année. Cette situation tendue a incité le Vietnam et le Thaïlande à geler ses exportations. De 400 dollars la tonne au mois d'octobre, le cours mondial est passé à 460 dollars. Le taux de change du dollar a contribué également à aggraver la situation pour les importations malgaches. Pour certains analystes, c'est la mise en place du « *Tsena mora* » qui a favorisé cette hausse des prix. Pour le président du CST, « *il y a des spéculateurs qui font de la rétention de stock* », sans préciser à quel niveau se situe le problème. En cause aussi, la dérèglementation des importations et de la gestion des stocks, ainsi que la difficulté d'acheminement du riz des zones productrices vers les villes due au mauvais état des pistes. (24/12)

La Transition s'apprête à créer une passerelle unique pour les communications internationales, confiée à une société privée dont le siège est aux Iles Vierges britanniques, un paradis fiscal¹². Tous les médias reviennent longuement sur cette décision qui a provoqué une levée de bouclier dans le secteur des télécommunications malgache. Une idée que le site *Madonline* juge politiquement incorrecte et économiquement dangereuse. Les trois grands opérateurs qui exploitent la téléphonie et l'Internet ont unanimement condamné les velléités de monopole déguisé de l'Etat de Transition. Confier les liaisons internationales à la société Vocalpad, bien que privée, permet en effet de les contrôler. Sur le plan technologique, une telle passerelle n'est plus justifiée puisque les opérateurs possèdent des liaisons internationales par fibre optique. La HAT est accusée de vouloir créer un service qui n'a d'autre justification que de faire payer les opérateurs et les consommateurs. Elle crée un marché artificiel au bénéfice d'intérêts privés ou d'un pays « *ami* ». Ce contrôle des liaisons internationales risque aussi de déboucher sur le contrôle des contenus, tant pour la téléphonie que pour l'Internet. « *En voulant imposer une mainmise sur les communications internationales entrantes et sortantes, et en attribuer la gestion à une société privée, le gouvernement instaure une situation de monopole qui remettra en cause tous les principes de libéralisation fondés sur la libre concurrence* » déclarent les opérateurs dans un communiqué. « *La mise en place d'un tel procédé de surveillance donne le champ libre à des dérives qui violent le droit à l'intimité de chaque citoyen* », préviennent-ils. Ils sont prêts à user de tous les recours juridiques possibles pour contre le projet de décret. Les opérateurs estiment que ce projet est contraire aux principes résultant des Conventions internationales sur la Télécommunication, et notamment de la Convention de Melbourne de 1988 portant règlement des télécommunications internationales signée par l'Etat malgache. Elia Ravelomanantsoa, membre de la Commission Télécommunication du CST et opératrice dans le secteur, a évoqué le « *vide juridique* » qui entoure ce projet, qui n'a fait l'objet d'aucun appel d'offre. « *Le risque d'un État policier existe* », met-elle en garde. « *Nous sommes au courant du dossier depuis plusieurs mois et un lobbying assez important incite à mettre le projet sur les rails* ». Ce projet s'inspire de récentes décisions prises dans le même sens en Afrique (Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Sénégal...). Selon plusieurs sources, la société privée off-shore partagerait les bénéfices à 50/50 avec l'Etat. (24 & 29/12)

Le Premier ministre confirme. Répondant aux nombreuses critiques suscitées par ce projet, il déclare que les intérêts du pays dépassent ceux des opérateurs. Les partisans du « *gateway* » affirment qu'il rapportera à l'État le pactole de 100 millions de dollars en 5 ans, tout en facilitant la détection des éventuelles fraudes des opérateurs sur les volumes et les taxes. Les sceptiques

¹² Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* » décembre 2010 - <http://storage.canalblog.com/14/53/448497/60386971.pdf>

rétorquent que l'opacité de gestion de cette passerelle est bien pire que celle des opérateurs. Et ils s'interrogent sur des informations qui circulent selon lesquelles la gestion de la passerelle serait confiée à une société privée off-shore, qui ne serait pas de droit malgache mais basée dans les Îles Vierges britanniques, et qui partagerait les bénéfices à égalité avec l'État malgache. Pour *La Gazette*, la passerelle unique est « *une épidémie fiscale* » qui se répand en Afrique, non sans de graves déconvenues, d'après des analystes du continent. En fait, les opérateurs pourront vraisemblablement s'en sortir car ils vont probablement répercuter les coûts de ce nouveau service sur leurs tarifs. Mais la crainte de la mise sur écoute des conversations téléphoniques internationales reste le sujet le plus préoccupant. (30/12)

BNP Paribas se sépare de la BMOI (Banque Malgache de l'Océan Indien). La quatrième banque du pays, créée en 1989, premier établissement bancaire privée de Madagascar, est à vendre. BNP Paribas a décidé de vendre sa participation qui s'élève à 75%. Plusieurs groupes se sont déjà dits intéressés par la reprise de la BMOI : la Bred (groupe français Banques Populaires-Caisses d'Épargne), la BGFI (Banque Gabonaise et Française Internationale) et une banque chinoise. La BGFI, possible repreneur, vient tout juste de s'installer à Madagascar, elle est présente dans différents pays africains dont le Gabon, le Congo, le Bénin et la Guinée. La Bred est intéressée par l'accompagnement de ses clients réunionnais à Madagascar. La BMOI emploie 300 personnes. Avec 10 millions d'euros de bénéfice net pour 20 millions de produit net bancaire, elle est parmi les banques les plus performantes du pays. (27/12)

La Gazette croit toutefois savoir que la banque chinoise qui serait sur les rangs « *n'est autre que la BICM (Banque Industrielle et Commerciale de Madagascar) qui est l'émanation de la BSM (Banque de Solidarité de Madagascar) initiée par Didier Ratsiraka à la fin des années 90 avant d'être rachetée par le milliardaire chinois Hui Chi Ming. Ce dernier est aussi à la tête de la compagnie pétrolière Synopec dont le gisement situé à Sakaraha est considéré comme le plus prometteur du pays avec des indices très sérieux sur une exploitation dans les prochains mois. Rien que pour cela, la BICM a besoin d'une structure solide pour servir au mieux ce site pétrolier et certainement aussi le gisement de fer de Soalala qui a été confié au consortium chinois Wisco et les huiles lourdes de Tsimiroro qui seraient retirées incessamment des traders de Madagascar Oil pour être offertes à ces Chinois. Les manœuvres pour le contrôle de l'économie malgache ne font que commencer. En se référant à ce qu'ils font ailleurs en Afrique, les Chinois ne regardent pas à la poche* ». (28/12)

2010 : un bilan économique positif malgré tout, selon *Madonline*. La relance tant espérée n'a pas été au rendez-vous mais l'économie malgache n'a pas connu de croissance négative. Le pays subit encore de plein fouet les conséquences de la crise politique et de la non-reconnaissance internationale. Les secteurs de l'industrie minière, de l'énergie et des TIC ont largement contribué à la croissance miraculeusement positive de 0,6%. En 2009, la croissance avait été négative (-3,7%). Dans le secteur primaire, la sylviculture a connu, officiellement, une croissance en chute libre, passant de 30,4% en 2009 à 0,1% en 2010. Le pouvoir voit dans ce résultat l'effet de la maîtrise progressive de l'exploitation illicite du bois de rose. La baisse de performance observée dans le secteur agricole s'expliquerait par la fin de la subvention sur les intrants. Pour le secteur secondaire, le taux de croissance est de +1% contre -7,4% en 2009. La branche des industries extractives fait des miracles avec une croissance de 121,3%, malgré le report de la production et des exportations de l'ilménite, de nickel et du cobalt par les deux grands projets miniers QMM et Sherritt. Par contre, la production des industries textiles et de la Zone Franche Industrielle sont encore en déclin suite à la suspension de l'AGO. 15.000 emplois ont été supprimés et une dizaine d'usines fermées. Le BTP a connu un ralentissement de -17,5%. Le secteur tertiaire a enregistré une croissance négative de -0,1%. Grâce à une politique monétaire prudente de la Banque Centrale ainsi qu'à une faible variation du prix du cours mondial du pétrole, une stabilité de l'Ariary en terme réel par rapport aux principales devises a été globalement constatée. L'inflation a pu être contenue à un taux de 9,8% en fin de période contre 13,6% estimé dans l'ordonnance portant Loi de Finances. Le ministère des Finances voit dans l'accroissement des crédits à l'économie le signe d'une amélioration de la conjoncture. Une amélioration de la balance commerciale est constatée. Le déficit du compte courant n'est que de 896 millions de DTS, soit 180 millions de moins qu'en 2009. Le solde de la balance des paiements est déficitaire de 96,1 millions de DTS. (28/12)

Le recensement général de la population et de l'habitation (RGPH), envisagé par le gouvernement pour 2011, en quête d'un bailleur. Le projet devait être bouclé en 2009 mais avait dû être différé en raison de la crise politique. « *Il était prévu que 20 millions de dollars seraient alloués à ce recensement général. Mais [...] la Banque mondiale a gelé ses aides budgétaires. Une petite*

partie de cet appui financier, soit 4 millions de dollars, ont été par contre utilisés pour la première phase du projet. Ainsi nous cherchons des partenaires financiers pour la réalisation de la deuxième phase du RGPH », indique le directeur général de l'Instat. Les Nations Unies seront sollicitées. Ce recensement sera le 3ème du genre en 50 ans d'indépendance, alors que selon les normes, il faudrait en organiser un tous les 10 ans. Le dernier RGPH date de 1993. (29/12)

Billet d'humeur de L'Express : « **Combien sommes-nous ?** On ne le saura exactement que l'année prochaine. Le temps qu'on arrive à boucler le troisième recensement général de la population et de l'habitation depuis l'indépendance. Le second avait eu lieu en 1993, et depuis on se base sur des approximations. La seule certitude est que Madagascar est une belle île peuplée non seulement par 85 % d'illettrés ou d'analphabètes mais aussi d'autant de gens qui ne savent pas compter pour lesquels l'Académie française n'a pas trouvé de qualificatif. Voilà un fait qui illustre combien l'État se désintéresse de sa population peut-être à dessein. Il y a peut-être plus d'électeurs que d'habitants et c'est tant mieux ainsi. Mais rassurez-vous, il n'y a jamais d'erreur dans le décompte de voix aux élections, le nombre de votants est toujours supérieur au nombre des inscrits. Voilà pourquoi il incombe toujours aux organismes onusiens ou internationaux de s'occuper des chiffres concernant la population malgache comme le taux de natalité, de mortalité infantile, des pourcentages par tranche d'âge... Il est vrai que s'il faut 1 dollar par habitant pour réaliser le recensement, autant rester dans l'ignorance. Avec 20 millions de dollars, s'il est vrai que les Malgaches se chiffrent à ce jour entre 20 et 21 millions comme on l'estime, soit le cinquième de l'avance donnée par les Chinois de Wisco dans l'exploitation du fer de Soalala, on peut aisément assurer l'approvisionnement du Tsena Mora pour un bon bout de temps. Le dilemme est de taille entre les chiffres et les êtres. [...] » (30/12)

Nord-est de Madagascar : alerte aux pirates somaliens. Un bateau de pêche taïwanais a été capturé par des pirates à 120 miles nautiques au large de Madagascar, a annoncé la force navale européenne Atalante. Selon le site oceanuslive.org, le bateau piraté sert vraisemblablement maintenant de bateau-base à une petite flottille de pirates qui semble changer fréquemment de direction, apparemment à la recherche d'une proie. Les pirates qui opèrent à proximité des côtes malgaches et dans la ZEE redoublent d'activités. La veille de cette capture, un tanker a échappé de justesse aux pirates à l'ouest de Maintirano, dans le canal du Mozambique. Un danger imminent qui guette les sociétés qui œuvrent dans les produits halieutiques et ne peuvent pas compter sur la protection des gardes frontières. (31/12)

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, La Gazette de la Grande Ile, Ma-Laza, Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), Sobika, Mada.pro, Tananews, Times of Madagascar, Madonline, Madaplus, Matv, Ma-Laza, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, Le Monde.fr, Mediapart, Jeune Afrique

Taux de change : au 31/12/2010, 1 euro = 2833 Ariary (cours pondéré)